



Rapport annuel 2008



Tipiak, tout est dans la recette

TIPIAK

Société Anonyme au capital de 2 741 940 €
Siège social : D2A Nantes-Atlantique
44860 SAINT-AIGNAN DE GRAND-LIEU
R.C.S. Nantes 301 691 655

RAPPORT ANNUEL 2008

SOMMAIRE

	Page
Rapport de gestion 2008	3
- Rapport d'activité et perspectives	5
- Les facteurs de risques.....	12
- Dimension sociale de l'activité	16
- Impact environnemental de l'activité.....	19
- Rapport de gestion de la société TIPIAK SA	22
- Informations sur le capital social et activité boursière.....	24
- Résultat de la société Tipiak au cours des cinq derniers exercices	27
- Le gouvernement d'entreprise	28
- Le contrôle interne : rapport du Président.....	34
- Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président	38
- Le contrôle externe	40
- Attestation du Président Directeur Général	42
Comptes consolidés 2008	43
Annexe aux comptes consolidés 2008	49
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	75
Comptes sociaux 2008	77
Annexe aux comptes sociaux 2008	85
Rapport général des Commissaires aux comptes	97
Rapport spécial sur les opérations d'options de souscription et d'achat d'actions	99

RAPPORT DE GESTION

Arrêtés des comptes sociaux et consolidés

Les comptes sociaux et consolidés de TIPIAK ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 20 mars 2009 présidé par Hubert GROUËS. Les comptes consolidés ont été communiqués par voie de presse le 2 avril 2009. Lesdits comptes sont soumis à l'approbation des actionnaires en Assemblée générale le 19 juin 2009.

1 – RAPPORT D'ACTIVITÉ

Les faits marquants de l'exercice :

Dans un environnement de crise économique et financière, de consommation perturbée par l'inflation des prix alimentaires et de relations avec la Distribution déstabilisées par l'évolution de la législation, l'entreprise a poursuivi, conformément à sa stratégie, la croissance de ses activités et de ses résultats économiques et financiers :

- Croissance du chiffre d'affaires, dynamique dans le secteur « sec », modérée dans le secteur « froid », et poursuite du développement rapide des ventes à marque Tipiak dans les deux secteurs,
- Renforcement des partenariats avec les distributeurs spécialisés du secteur « froid »,
- Poursuite de l'amélioration des performances économiques,
- Adaptation des organisations et accompagnement du changement dans tous les pôles,
- Maîtrise de l'endettement : progression de la capacité d'autofinancement, réalisation du programme d'investissements industriels, augmentation du besoin en fonds de roulement,
- Chute du cours de l'action Tipiak en ligne avec ceux des entreprises du secteur et du marché boursier en général.

Présentation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Le chiffre d'affaires : croissance de l'activité dans les deux secteurs

Sur l'ensemble de l'année 2008, le chiffre d'affaires net consolidé s'élève à 162,8 M€, en progression de 5,2 %. Les deux secteurs réalisent une croissance, dynamique pour le secteur « sec », modérée pour le secteur « froid ». La marque Tipiak en GMS, soutenue par des investissements publicitaires et par des innovations produits, poursuit son développement (+ 10 %) et consolide ses parts de marché, tant dans le secteur « sec » que dans le secteur « froid ».

Chiffre d'affaires net annuel par secteur et par pôle d'activité :

Libellé (en millions d'€)	2008	2007	Variation 2008/2007
Epicerie	47,0	41,2	+ 13,9 %
Panification	11,9	11,1	+ 7,8 %
Total secteur « sec »	58,9	52,3	+ 12,6 %
Plats Cuisinés Surgelés	50,6	50,1	+ 1,1 %
Traiteur - Pâtissier	53,3	52,4	+ 1,8 %
Total secteur « froid »	103,9	102,5	+ 1,4 %
Total consolidé	162,8	154,8	+ 5,2 %

Saisonnalité des ventes par secteur :

Libellé (en millions d'€)	2008	En % du total des ventes	2007	En % du total des ventes	Variation 2008/2007
<u>Secteur « sec »</u>					
1 ^{er} trimestre	12,7		11,9		+ 6,9 %
2 ^{ème} trimestre	15,2		12,6		+ 20,9 %
<i>Sous total 1^{er} semestre</i>	<i>27,9</i>	<i>17,1 %</i>	<i>24,5</i>	<i>15,8 %</i>	<i>+ 14,1 %</i>
3 ^{ème} trimestre	14,3		13,2		+ 7,7 %
4 ^{ème} trimestre	16,7		14,6		+ 14,5 %
<i>Sous total 2^{ème} semestre</i>	<i>31,0</i>	<i>19,1 %</i>	<i>27,8</i>	<i>18,0 %</i>	<i>+ 11,2 %</i>
Total secteur « sec »	58,9	36,2 %	52,3	33,8 %	+ 12,6 %
<u>Secteur « froid »</u>					
1 ^{er} trimestre	20,1		19,4		+ 3,5 %
2 ^{ème} trimestre	20,0		19,2		+ 4,1 %
<i>Sous total 1^{er} semestre</i>	<i>40,1</i>	<i>24,6 %</i>	<i>38,6</i>	<i>24,9 %</i>	<i>+ 3,8 %</i>
3 ^{ème} trimestre	17,8		18,2		- 2,2 %
4 ^{ème} trimestre	46,0		45,6		+ 0,9 %
<i>Sous total 2^{ème} semestre</i>	<i>63,8</i>	<i>39,2 %</i>	<i>63,9</i>	<i>41,3 %</i>	<i>+ 1,0 %</i>
Total secteur « froid »	103,9	63,8 %	102,5	66,2 %	+ 1,4 %
Total consolidé	162,8	100 %	154,8	100 %	+ 5,2 %

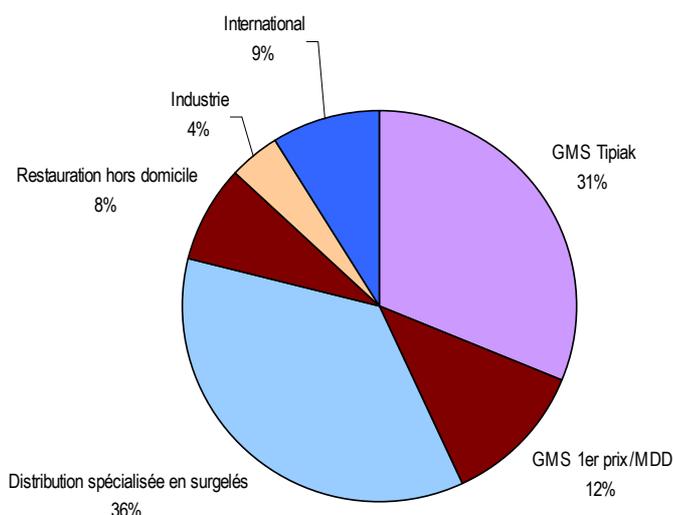
Dans le secteur « sec », la croissance des ventes reste dynamique :

- Épicerie : 47 M€ ; la croissance en valeur (+ 13,9 %) provient de tous les circuits, notamment de la marque Tipiak en GMS (+ 15 %). A l'international, les ventes retrouvent une forte croissance (+ 11,7 %) après deux années stables.
- Panification : 11,9 M€ ; en progression de + 7,8 %, la croissance provient du fort dynamisme de la marque Tipiak en GMS (+ 11,7 %), de l'export et de la restauration hors domicile.

Dans le secteur « froid », le ralentissement de la croissance affecte les deux pôles :

- Plats cuisinés surgelés : 50,6 M€ ; le chiffre d'affaires du pôle progresse de 1,1 %. L'évolution des ventes est contrastée entre, d'une part les circuits GMS marque Tipiak et les circuits spécialisés (globalement les 4/5 des ventes du pôle), en croissance dynamique et, d'autre part les autres circuits (GMS MDD et Restauration hors domicile), en forte baisse.
- Traiteur-Pâtissier : 53,3 M€ ; avec une croissance de 1,8 %, l'année 2008 marque un net ralentissement de la croissance. Celle-ci provient exclusivement des circuits GMS frais et surgelés et des magasins spécialisés en surgelés. Les autres circuits sont en baisse.

Répartition par circuit de distribution :



Poursuite du développement à marque Tipiak :

Également réparties entre les deux secteurs, les ventes tous circuits à marque Tipiak représentent 40 % du chiffre d'affaires total du groupe. Elles sont en croissance de + 6,5 %.

Les ventes totales de la marque Tipiak en GMS France et à l'international sont en croissance de près de 10 %. Les ventes dans les circuits spécialisés, restauration et livraison à domicile, sont globalement en retrait par rapport à celles de 2007.

La marque Tipiak a maintenu ses dépenses publicitaires : cinq campagnes télévisées ont été diffusées dont un nouveau spot publicitaire sur les plats céréaliers. Elle confirme ses scores élevés de notoriété et de capital de confiance et renforce ses parts de marché dominantes sur chaque segment stratégique.

L'entreprise a poursuivi sa politique d'innovation et d'animation de ses produits leaders sur ses marchés stratégiques :

Secteur « sec » :

Soutenues par trois vagues publicitaires, les ventes à marque Tipiak progressent de 13,7 %. La première campagne TV sur « Méli Mélo Gourmand » a accéléré le succès du produit auprès des consommateurs et des distributeurs. La marque a renforcé ses positions de leader sur les marchés des plats céréaliers, des aides pour cuisiner et des croûtons.

Secteur « froid » :

Globalement, après une année 2007 stable, la marque Tipiak en GMS surgelés ou frais, soutenue par deux campagnes publicitaires, renoue avec la croissance (+ 5 %). En 2008, la marque Tipiak est la première marque nationale pour le taux de croissance sur le marché des entrées et plats surgelés cuisinés. La marque a poursuivi sa politique de diversification de ses gammes leaders (galettes nordiques, moelleux gourmands, petits gratins de Saint-Jacques) et l'extension de l'offre exclusive de produits apéritifs qualitatifs frais ou surgelés (mini pains surprise, petits fours chocolat, canapés, mini blinis garnis).

Renforcement des partenariats avec les distributeurs spécialisés du secteur « froid » et les industriels du secteur « sec ».

Les deux secteurs ont renforcé leurs politiques de partenariats avec leurs clientèles spécialisées, sur leurs marchés respectifs, grâce à un taux service élevé, une innovation soutenue, une optimisation de la qualité des produits, une forte réactivité et des coûts compétitifs. Ces actions ont contribué à la poursuite de la croissance des ventes dans ces circuits de distribution.

Les résultats économiques et financiers :

Dans un environnement de crise généralisée, le groupe a poursuivi en 2008, la croissance de ses résultats économiques et financiers : Excédent brut d'exploitation + 11,8 %, Résultat opérationnel « courant » + 13 % et Résultat net consolidé « courant » + 5,7 %.

La marge brute :

La marge brute globale de l'exercice progresse de 4,3 %. Le taux de marge brute 2008 (marge brute / Chiffre d'affaires net) ressort à 60,1 %, contre 60,6 % en 2007. Les hausses des matières premières constatées en fin d'année 2007, notamment celles des produits céréaliers, ont continué à peser tout au long de l'année 2008, sur les résultats de l'entreprise.

L'excédent brut d'exploitation :

L'excédent brut d'exploitation consolidé s'établit à 16,8 M€, en progression de 11,8 %. La marge économique augmente de 0,6 point par rapport à celle de 2007 et ressort à 10,3 %.

Les autres charges externes s'élèvent à 29,1 M€, en progression de 6,6 % due à la hausse des coûts variables d'exploitation (consommations d'eau, énergie, maintenance et transports) et au nouveau loyer payé en 2008 consécutif à la cession, fin 2007, des actifs immobiliers de Saint – Herblain (44). Elles représentent 17,9 % du chiffre d'affaires (17,6 % en 2007).

Les principales augmentations du poste «impôts et taxes » portent sur les taxes professionnelles et les taxes foncières. Elles sont liées à la fin d'allègements obtenus antérieurement ainsi qu'à la révision des bases de calcul de ces taxes du fait des investissements réalisés. Globalement, le poste augmente de 12,4 % par rapport à 2007.

Les charges de personnel s'établissent à 48,4 M€. Elles sont stables par rapport à celles de 2007 et représentent près de 30 % du chiffre d'affaires. La participation et l'intéressement qui seront versés au personnel en 2009, ressortent à 0,9 M€.

Le résultat opérationnel :

Libellé	2008 (en milliers €)	2007 (en milliers €)	Variation (en % et point)
Résultat opérationnel	10 480	10 875	- 3,6 %
<i>Marge opérationnelle</i>	6,4 %	7 %	- 0,6 pt
Dont plus-values de cessions nettes d'actifs (1)	-	1 592	NS
Résultat opérationnel « courant »	10 480	9 283	+ 12,9 %
<i>Marge opérationnelle « courante »</i>	6,4 %	6 %	+ 0,4 pt

(1) En 2007, plus-value de cession des actifs immobiliers de Saint-Herblain (44).

Le coût financier :

Il correspond aux charges d'intérêts calculées sur l'endettement net global, hors effets de change et d'escomptes financiers accordés aux clients. Il s'élève à 1,9 M€ et reste identique par rapport à celui de 2007. Cette stabilité vient de la réduction de l'endettement moyen de l'entreprise et des couvertures de taux mises en place au cours des années précédentes. Ces dernières ont permis d'absorber en partie la forte volatilité des taux au cours du 4^{ème} trimestre 2008.

Le coût des financements court et moyen terme ressort ainsi à 4,71 % (4,44 % en 2007), pour un endettement global moyen annuel de 42,5 M€ (44,1 M€ en 2007).

Au 31 décembre 2008, il a été constaté une charge comptable de 0,6 M€ consécutive à la dépréciation des instruments de couverture de taux. Sur les exercices précédents, l'entreprise avait enregistré des produits comptables pour un montant total équivalent.

Charge d'impôts sur les résultats :

La charge d'impôts sur l'exercice s'élève à 2,96 M€, comprenant une provision pour risque de 0,21 M€ liée à un contentieux sur un redressement fiscal de 1994. Hors provision pour risque, le taux d'imposition ressort à 35,7 %.

Le résultat net part du groupe :

Il s'établit à 4,7 M€ contre 5,9 M€ en 2007. La marge nette ressort à près de 3 % comparable à la marge nette « courante » de l'exercice 2007, soit hors plus-value nette d'impôts de la cession des actifs immobiliers de Saint-Herblain.

La capacité d'autofinancement :

Elle s'élève à 11,4 M€ et progresse de 18 %.

Les capitaux propres :

Ils s'élèvent, avant répartition des résultats, à 34,8 M€, contre 33,1 M€ en 2007. Les dividendes versés en 2008, au titre de 2007, se sont élevés à 2 421 K€. La rentabilité des fonds propres (résultat net / capitaux propres avant résultat) ressort à 15,7 %.

L'endettement financier :

Au cours de l'année 2008, le marché financier a été déstabilisé par la crise du système bancaire qui s'est traduite par une forte volatilité des taux et une raréfaction des crédits bancaires. La hausse des taux a eu pour conséquence directe l'augmentation du coût du financement (cf ci-dessus « le coût financier »). En effet, afin de consolider son fonds de roulement et financer dans de bonnes conditions son développement, l'entreprise a engagé, dès 2006, la structuration de sa dette bancaire. Les caractéristiques de cette structuration portent sur l'allongement de la durée de vie des emprunts moyen terme agrémentés d'un amortissement différé de 3 ans et sur la mise en place d'un programme d'affacturage des créances commerciales donnant plus de capacité de financement court terme. Fin 2007, l'externalisation financière des actifs immobiliers de Saint-Herblain (44) est venue compléter le dispositif de consolidation du bilan.

Par ailleurs, en 2008, l'entreprise a poursuivi sa politique de maîtrise du besoin en fonds de roulement d'exploitation. Au 31 décembre 2008, il s'établit à 27,9 M€, contre 21,8 M€ fin 2007. Le besoin en fonds de roulement du 31 décembre 2007 comprenait des éléments exceptionnels liés au fort niveau d'activité de fin d'année, notamment dans le secteur « sec », qui ont impacté favorablement l'encours fournisseurs.

Au 31 décembre 2008, l'endettement financier net global s'établit à 38,1 M€, en augmentation de 3,9 M€. Le ratio d'endettement net global sur fonds propres ressort à 1,09 contre 1 au 31 décembre 2007. Certaines dettes bancaires sont assorties de « covenants » permettant à nos partenaires bancaires de renégocier leurs engagements. Au 31 décembre 2008, l'entreprise respecte les covenants fixés.

Les investissements :

En 2008, le groupe a poursuivi son programme de renforcement du potentiel industriel de chaque secteur et a investi globalement 7,2 M€ pour une capacité d'autofinancement de 11,4 M€.

Le secteur « froid » a consacré la majeure partie de ses investissements (4,5 M€) à l'accroissement des capacités industrielles et à l'augmentation de la productivité. Des projets informatiques ont été réalisés afin de sécuriser le système d'information, notamment en matière de traçabilité.

Le secteur « sec » a investi 2 M€ pour l'amélioration de la productivité (renouvellement de matériels), la sécurité (sprinklage) et l'environnement dans ses usines de Saint-Aignan de Grand Lieu (44) et de Pont l'Evêque (14).

L'entreprise a finalisé le projet d'extension des locaux administratifs de Saint-Herblain (44), en vue de regrouper l'ensemble des effectifs du secteur « froid » et de répondre à son développement. Les actifs immobiliers de Saint-Herblain ont fait l'objet, en décembre 2007, d'une cession en contrepartie d'une location longue durée.

2 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

A la date de rédaction du présent rapport, il n'existe, à la connaissance de l'entreprise, aucun évènement postérieur à la clôture des comptes, aucun fait exceptionnel, ni aucun litige susceptible de modifier ou d'affecter de manière significative l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe. Les litiges connus à la date d'arrêté des comptes ont fait l'objet de provisions.

Un contentieux fiscal en cours contre le Ministre de l'Economie et des finances, portant sur un redressement fiscal de 1994, a fait l'objet d'une provision en application des principes décrits en note 3.17 « provisions » de l'annexe financière aux comptes consolidés.

3 – ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES ET ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

2009 : Une année de consolidation

Le début de l'année 2009 confirme l'ampleur de la crise avec un impact fort sur la consommation, entraînant une baisse de l'activité. Le Groupe envisage néanmoins au second semestre 2009, la consolidation de ses activités et celle de ses résultats économiques et financiers. Le développement de la marque Tipiak continuera à être soutenu par des campagnes publicitaires et une politique d'innovation. Les partenariats avec les enseignes qualitatives seront renforcés. Le programme d'investissements, destiné notamment à l'amélioration des performances industrielles et au développement des systèmes d'information et de pilotage des opérations, sera poursuivi.

Années 2010 – 2011 : Reprise de la croissance

- Retrouver une croissance diversifiée des deux secteurs sur tous les circuits :
 - par des actions publicitaires renouvelées et diversifiées,
 - en poursuivant la politique d'innovation et de supériorité gustative des produits,
 - en renforçant les partenariats avec les enseignes qualitatives,
 - en accentuant la diversification des ventes dans les réseaux : international, restauration et industrie.
- Reprendre une croissance régulière des résultats économiques et financiers par la croissance des ventes, le renforcement de la compétitivité des coûts, par une politique de produits valorisés innovants et la maîtrise permanente de la sécurité et de la qualité des produits.
- Adapter les ressources humaines et les organisations par le renforcement des synergies transversales internes et celui du management sur les sites industriels, par la poursuite des plans intensifs de formation et d'accompagnement, par le renforcement de la gestion par projet et par processus et par le maintien d'un climat social constructif.
- Poursuivre le programme d'investissements industriels (30 M€ sur les trois ans), pour répondre à la montée des exigences liées à la sécurité et à la qualité, renforcer les systèmes d'information et de pilotage, renouveler ou aménager les lignes de fabrication actuelles en vue d'améliorer les performances industrielles et d'installer de nouveaux process.

Ces perspectives tiennent compte de notre analyse de risques de marché qui a été intégrée dans notre processus d'élaboration du budget et du plan à trois ans. Les principaux risques et incertitudes portent sur le ralentissement de la croissance de la consommation en France et l'attente croissante des consommateurs pour une alimentation saine et protectrice de leur santé, l'évolution de la cartographie de la distribution, l'instabilité des coûts des matières premières et de l'énergie, et sur l'environnement législatif et réglementaire : mise en application de la Loi de Modernisation de l'Economie, exigences accrues liées à l'environnement, ...

4 – LES FACTEURS DE RISQUES

Risques particuliers liés à l'activité :

Sensibilité aux risques politiques : Les activités industrielles du groupe sont implantées exclusivement en France. Deux filiales implantées, l'une aux USA et l'autre en Espagne, ont des activités de commercialisation.

Sensibilité à la conjoncture : les activités du groupe se situent sur le secteur de l'agroalimentaire dont les taux de croissance varient peu. Dans les périodes de ralentissement économique, les comportements des clients et des consommateurs peuvent être dictés par des considérations spécifiques qui sont susceptibles d'affecter l'évolution du chiffre d'affaires.

Concurrence : la stratégie du groupe est de se positionner sur des micro marchés sur lesquels il ambitionne de devenir leader. Les barrières à l'entrée (notoriété de la marque Tipiak, savoir-faire, saisonnalité marquée de certaines activités) ainsi que les avantages concurrentiels préservent le groupe sur ces principaux marchés du risque de perte rapide de son chiffre d'affaires.

Risques sur les approvisionnements et risques liés aux évolutions des matières premières : des phénomènes de rareté consécutifs aux variations de l'offre et de la demande mondiales, à des dispositions légales (quotas) et à des variations climatiques peuvent apparaître périodiquement, notamment sur certains produits de la mer (noix de Saint-Jacques, morue) et sur les céréales, manioc et produits laitiers. Ces phénomènes peuvent renchérir, de façon importante, les coûts d'achats de ces produits et impacter les résultats économiques du groupe.

Risques liés à la saisonnalité : Positionné sur des produits festifs, le secteur « froid », soit les 2/3 du chiffre d'affaires annuel du groupe, réalise 44 % de son activité sur le dernier trimestre de l'année civile. Des difficultés sur cette période de l'année, liées notamment aux transports de nos marchandises, peuvent entraîner un recul significatif des ventes.

Risques généraux d'exploitation :

Risques clients : les pôles d'activité assurent un développement équilibré de leurs activités sur des circuits de distribution diversifiés : GMS (grandes et moyennes surfaces), circuits spécialisés surgelés, restauration hors domicile, industrie et international. Tipiak est présent dans toutes les grandes enseignes de la distribution (GMS et circuits spécialisés). Les cinq principaux clients représentent 63 % de l'activité globale du groupe.

Impayés : Depuis de nombreuses années, l'entreprise a développé une politique de sécurisation de son encours clients, par des actions de surveillance des clients « à risque » et des procédures de relance systématique des créances en cours. Cette politique est renforcée par un audit externe annuel des procédures et une assurance crédit sur les créances à l'exportation. Le montant moyen annuel des créances irrécouvrables constatées sur les trois derniers exercices s'élève à 16,7 K€, soit 0,01 % du chiffre d'affaires consolidé.

Risques industriels et environnementaux :

Risques liés à la sécurité des aliments, risques « produits » : principal évènement pouvant affecter la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs, le risque produits fait l'objet de toutes les attentions.

Dans chaque pôle, une direction de la Qualité, indépendante des responsables de production, équipée de ses propres laboratoires, veille en permanence au respect des cahiers des charges, et ce, de la réception des matières premières à la livraison des produits finis. Les certifications BRC et ISO de tous les sites industriels du groupe ont été reconduites ou acquises. Elles sont une garantie pour les clients et les consommateurs.

Un projet informatique renforçant le traitement informatisé de la traçabilité a été initié dans le secteur « froid ». Un premier site est opérationnel depuis fin 2008. Le projet sera déployé au cours des trois prochaines années sur l'ensemble des sites du secteur « froid ».

Au cours de l'année, une procédure groupe de sécurisation des achats a été mise en place. Elle complète la procédure « risque qualité des marchandises », sécurisant en amont l'entreprise sur la qualité financière du fournisseur et en aval, protégeant l'entreprise contre les risques financiers pour les préjudices causés aux clients et aux consommateurs. Cette procédure est opérationnelle dans tous les pôles.

Dans le cadre de la prévention des risques et, plus particulièrement, du risque de crise alimentaire, le groupe développe auprès des responsables opérationnels et du personnel en contact direct avec les consommateurs, des formations à la gestion de crise. Ces formations sont dispensées, chaque année, par des partenaires spécialisés, auprès d'une trentaine de personnes. Un manuel de gestion de crise a été élaboré et mis à la disposition des opérationnels. Ce manuel fait l'objet d'une actualisation permanente.

Risques d'incendie : le groupe développe une politique forte de protection incendie de son parc industriel stratégique. Fin 2008, quatre sites sont sous couverture de sprinklage : Pontchâteau (44), Saint-Aignan de Grand Lieu (44), Fouesnant (29) et Pont l'Evêque (14). Les autres sites industriels sont pourvus de systèmes de prévention d'incendie soumis périodiquement à des contrôles par des experts extérieurs.

Risques environnementaux : voir ci-dessus chapitre 6 « l'impact environnemental de l'activité de l'entreprise ».

Risques informatiques : La politique informatique de Tipiak s'appuie sur l'utilisation de progiciels, en recherchant la réponse optimale aux besoins de l'entreprise, la fiabilité, la pérennité et la maîtrise des coûts de développements et d'exploitation. Elle met en avant l'homogénéité des outils pour l'ensemble des pôles et l'unicité des données par la centralisation des systèmes de traitement.

Opérationnel depuis 2005, un « plan de reprise d'activité informatique » garantit à l'entreprise un redémarrage en 48 heures et permet à l'ensemble des services de l'entreprise de fonctionner sans informatique pendant la durée nécessaire au redémarrage des systèmes. Le dispositif fait l'objet de tests pratiques chaque année.

Risques juridiques et fiscaux :

Dans le cadre de ses activités courantes, le groupe est engagé dans un certain nombre de procès ou de litiges. Les charges pouvant en découler, estimées probables, ont fait l'objet de provisions dans les comptes. En exploitation, les litiges prud'homaux représentent l'essentiel des litiges provisionnés, pour un montant de 130 K€.

Au cours de l'exercice, le groupe a fait l'objet de contrôles fiscaux pour trois sociétés du groupe et de contrôles Urssaf sur toutes les sociétés. Les résultats de ces contrôles ont été comptabilisés dans les comptes de l'exercice 2008.

La société Tipiak fait actuellement l'objet d'un contentieux contre le Ministre de l'Economie et des Finances à propos d'un contrôle fiscal de 1994. Le risque financier, évalué selon les principes énoncés dans la note 3.17 dans l'annexe financière des comptes consolidés, a été provisionné dans les comptes de l'exercice 2008.

Risque de liquidité :

L'entreprise dispose de lignes de crédit court et moyen terme auprès de banques de première qualité, qui lui permettent de répondre aux besoins de financements de son développement. En 2006, afin de consolider son fonds de roulement, elle a négocié des lignes de crédit moyen terme pour un montant de 14,8 M€, dont les caractéristiques sont adaptées aux besoins de financements futurs. Toutes ces lignes ont été mobilisées. Par ailleurs, une ligne de crédit moyen terme obtenue en juillet 2007, d'un montant initial de 3 M€, amortissable semestriellement, dont l'échéance finale est au 15 janvier 2014, a été mobilisée au 31 décembre 2008.

Un contrat d'affacturage, mis en place pour l'ensemble des filiales, offre une capacité de financement du besoin en fonds de roulement d'exploitation adaptée à la forte saisonnalité de l'activité. Au 31 décembre 2008, le groupe a mobilisé un financement de 11,2 M€ pour une capacité de financement autorisée et possible de 30 M€.

Certaines lignes de crédit sont assorties d'une clause de remboursement anticipé. Elles sont soumises au respect de ratios financiers calculés au 31 décembre de chaque année. Ces dispositions contractuelles sont commentées en note 13.5 « covenants bancaires » de l'annexe financière des comptes consolidés. Au 31 décembre 2008, l'entreprise respecte les seuils fixés.

Risque de taux :

En matière de risque de taux, la politique suivie par le groupe répond aux objectifs de sécurité, liquidité et rentabilité. La gestion du risque de taux est centralisée au niveau de la Direction Financière.

La dette globale de Tipiak est indexée pour la quasi-totalité au taux variable Euribor 3 mois. En fonction des évolutions de la dette et des taux d'intérêt anticipés, le groupe a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps et tunnels). Après effets des instruments de couverture, 74 % de la dette globale du groupe (emprunts bancaires et financement par l'affacturage) est à taux fixe ou encadré. Pour assurer la bonne gestion de ces instruments financiers, le groupe s'est adjoint les conseils d'une société externe spécialisée sur les risques de marché.

Les couvertures et modalités des instruments financiers sont détaillées en note 13.4 « instruments financiers » de l'annexe financière des comptes consolidés.

Risque de change :

Le groupe est peu soumis aux risques de change. Cependant des flux d'achats et de ventes sont effectués en dollars US et GBP. Afin de sécuriser ces flux au regard des coûts budgétés et de limiter le risque de change sur les ventes, le groupe procède à des opérations de couverture à terme. Au 31 décembre 2008, l'évaluation de ces couvertures de change ressort positive de 83 K€.

Politique d'assurance :

La politique d'assurance mise en place a pour objectif de protéger le patrimoine du Groupe, de le préserver des conséquences des responsabilités encourues vis-à-vis des tiers et du personnel, en vue de minimiser l'impact des sinistres sur les résultats financiers de l'entreprise.

Afin d'optimiser son coût d'assurance, le groupe a mis en place un programme de prévention des risques sur l'ensemble des sites (sprinklage des sites stratégiques, formation à la gestion de crises, sécurisation des approvisionnements, ...). Les contrats d'assurance sont souscrits dans des compagnies notoirement solvables dont le courtage est assuré par le cabinet Bessé de Nantes (44).

Au cours de l'année 2008, le groupe a poursuivi sa politique d'optimisation de ses contrats d'assurance par l'amélioration des garanties délivrées et la maîtrise de l'évolution des primes d'assurances.

La politique d'auto - assurance du groupe n'a pas été modifiée au cours de l'année 2008, le groupe privilégiant, depuis de nombreuses années, une politique de franchises fixées à des niveaux financièrement acceptables pour lui.

Le résumé des garanties principales est le suivant :

Nature de l'assurance	Garanties principales	Montant assuré (en M€)	Franchises (en K€)
Tous risques sauf	Dommages aux biens / pertes d'exploitation	49,9 M€ (maximum)	36,7 K€
Responsabilité civile	Responsabilité civile d'exploitation	7,6 M€	15 K€
	RC après livraison	15 M€	30 K€
Responsabilité mandataires sociaux	Litiges mettant en cause à titre personnel les mandataires sociaux et dirigeants de droits et de faits	4,6 M€	<i>néant</i>
Perte financière suite à attaque médiatique	Perte d'exploitation consécutive à une attaque médiatique de la marque de la société	7 M€	500 K€ (maximum)

A la date de rédaction du présent rapport, aucun sinistre majeur ou significatif susceptible de modifier, tant les conditions futures de couvertures d'assurance, que les montants globaux des primes et/ou les franchises, n'est connu de l'entreprise.

Le groupe poursuivra sa politique d'amélioration de son plan d'assurance et cherchera à étendre ses contrats actuels sur des risques identifiés dans le cadre de sa démarche d'actualisation de son référentiel des risques. A sa connaissance, il n'existe pas de risque « significatif » non assuré. Néanmoins, le Groupe ne peut affirmer qu'il ne subira aucune perte financière non couverte.

5 – DIMENSION SOCIALE DE L'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE

Les 1 190* collaborateurs du groupe sont répartis sur 8 sites industriels et administratifs concentrés sur l'ouest de la France, de Pont l'Evêque (Calvados) à Marans (Charente Maritime). Les deux tiers des effectifs se situent sur la région nantaise (Loire Atlantique). Une unité commerciale de deux personnes est installée à Stamford près de New York (USA).

* Effectif annuel moyen en équivalent temps plein

Effectif inscrit au 31 décembre 2008 (hors intérim)

Libellé	Services centraux	Secteur « sec »	Secteur « froid »	Total effectif au 31/12/2008	Rappel 2007
Contrats à durée indéterminée	37	206	640	883	854
<i>Dont temps partiel</i>	2	9	74	85	84
Contrats à durée déterminée	3	8	34	45	55
<i>Dont temps partiel</i>	-	-	-	-	-
Total	40	214	674	928	909
<i>Dont temps partiel</i>	2	9	34	85	84

Les salariés à temps partiel représentent 9 % de l'effectif total du groupe inscrit au 31 décembre 2008. Ils sont répartis dans les postes administratifs et industriels.

Les salariés sous contrat à durée déterminée représentent près de 5 % de l'effectif total du groupe. Ces contrats sont majoritairement utilisés pour remplacer des salariés absents.

Effectif annuel moyen en équivalent temps plein

Libellé	Services centraux	Secteur « sec »	Secteur « froid »	Total effectif 2008	Rappel 2007
Contrats à durée indéterminée	33	198	556	787	771
Contrats à durée déterminée	3	6	108	117	157
Intérimaires	3	44	64	111	116
Saisonniers	0	0	175	175	200
Total	39	248	903	1 190	1 244

Du fait de la forte saisonnalité de ses activités en fin d'année, notamment dans le secteur « froid », l'entreprise a recours à l'emploi de saisonniers et de personnel intérimaire.

Effectif annuel moyen en équivalent temps plein par statut

Libellé	Services centraux	Secteur « sec »	Secteur « froid »	Total effectif 2008	Rappel 2007
Cadres	12	49	67	128	115
Agents de maîtrise	9	27	45	81	75
Total encadrement	21	76	112	209	190
Employés/ouvriers	18	172	791	981	1 054
Total	39	248	903	1 190	1 244

Emplois et insertion des travailleurs handicapés :

Afin de favoriser l'emploi et l'insertion des personnes handicapées, l'entreprise fait régulièrement appel à du personnel des « Ateliers Protégés » dans le cadre de ses activités administratives et de production.

Rémunérations individuelles :

Tipiak a la volonté d'assurer une rémunération globale, à tous les échelons de l'entreprise, qui soit équitable, responsabilisante et compétitive. La structure des rémunérations est spécifique à chaque métier. Elle est décrite dans des barèmes qui sont susceptibles d'évoluer chaque année à l'occasion des négociations annuelles.

Pour l'ensemble de l'encadrement, cette rémunération est composée d'une partie fixe correspondant au niveau de classification de chaque poste et d'une partie variable liée aux résultats individuels et collectifs. En outre, certains cadres, en fonction du niveau hiérarchique et des performances individuelles, bénéficient de l'attribution d'options d'achat d'actions.

Les salaires (hors charges sociales et taxes) et avantages annexes (rémunérations en actions, participation et intéressement) de 2008, pour l'ensemble des salariés, s'élèvent à 31,8 M€. Ils sont stables par rapport à 2007 et représentent 20 % du chiffre d'affaires net consolidé.

Rémunérations collectives :

Chaque pôle d'activité ou société du groupe bénéficie d'un contrat d'intéressement. La participation et l'intéressement 2008, qui seront versés en 2009, s'élèvent à 898 K€.

Depuis 1993, Tipiak a mis à la disposition des salariés un Plan d'Epargne Entreprise. Ce plan est composé de cinq fonds communs de placement, dont un fonds est investi en actions Tipiak. Au 31 décembre 2008, l'ensemble des sommes investies par les salariés du Groupe dans les Fonds communs de Placement du PEE s'élève à 2,0 M€ (2,3 M€ fin 2007) dont 1,54 M€ (1,78 M€ fin 2007) dans le fonds investi en actions Tipiak.

Développement des compétences techniques et managériales :

En 2008, l'entreprise a poursuivi ses efforts en matière de formation : 13 727 heures de formation (12 012 heures en 2007) ont été dispensées à l'ensemble du personnel, soit un budget de 833 K€ (686 K€ en 2007) représentant 2,9 % (2,4 % en 2007) de la masse salariale. 685 collaborateurs (665 collaborateurs en 2007) ont suivi au moins une formation dans l'année. Les principaux axes de formation sont le renforcement du professionnalisme, le développement des compétences, de l'employabilité et de la capacité d'adaptation, l'amélioration de la qualité et de la sécurité, le renforcement des compétences de l'encadrement en matière de management et de gestion de projet.

L'entreprise encourage la mobilité du personnel entre les sites et les pôles d'activité. Une communication systématique permet à chacun de connaître les différents postes à pourvoir au sein du groupe et favorise ainsi le développement professionnel interne.

La communication interne :

Depuis plusieurs années, chaque pôle d'activité réunit régulièrement ses collaborateurs pour partager l'information et la réflexion sur l'évolution des activités du groupe et des pôles. Ces réunions permettent de consolider l'esprit d'équipe et l'intégration des nouveaux collaborateurs. Elles portent sur le bilan de l'activité passée, les objectifs de l'année en cours et les axes stratégiques de développement de l'entreprise pour les prochaines années.

Pour la mise en œuvre de sa stratégie et la gestion du changement, l'entreprise a développé la pratique du management par projet. L'ensemble de l'encadrement est formé à cette méthodologie matérialisée par un guide remis à l'occasion des journées d'accueil des nouveaux collaborateurs. Une revue régulière des projets en cours est effectuée par les Directions générales des pôles d'activité afin de les prioriser et d'allouer les ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs définis.

Afin de faciliter la connaissance des organisations du groupe et d'uniformiser les méthodes de travail, un outil de communication transversal de type intranet permet depuis plusieurs années à tous les collaborateurs de l'entreprise, quel que soit leur métier, de bénéficier d'une diffusion régulière et simultanée d'informations.

Enfin, tous les deux mois, dans un souci permanent de favoriser la consolidation de la culture Tipiak, un flash info interne, diffusé à chaque collaborateur de l'entreprise, donne les dernières nouvelles de l'activité du groupe : mouvements de personnel, promotions internes, chiffre d'affaires, cours de bourse, lancements de nouveaux produits, état d'avancement des projets majeurs, ...

Relations professionnelles et bilan des accords collectifs :

Des réunions entre les organisations syndicales et les Directions des sociétés du groupe sont régulièrement organisées. Elles ont donné lieu à la conclusion d'accords d'entreprise tels les accords annuels sur les salaires, accords sur le temps de travail, ...

Santé et sécurité :

La santé et la sécurité du personnel sont une des priorités pour le groupe. Dans toutes les usines, les CHSCT (Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail) permettent d'accompagner notre exigence de sécurité et d'amélioration des conditions de travail.

Des régimes de prévoyance et frais de santé ont été institués dans la plupart des sociétés du Groupe qui participent financièrement à ces régimes de protection.

Sous-traitance :

En général, le groupe n'a pas recours à la sous-traitance.

6 – IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE

(Décret n° 2002-L21 du 20 février 2002)

Tipiak exerce des activités dont les impacts sur l'environnement sont faibles. Le groupe mène, cependant, une politique active visant à limiter le plus possible les nuisances de ses sites industriels. Un diagnostic environnemental des sites a été conduit en 2008. A la suite de cet audit, un référentiel par site a été émis décrivant l'état des lieux à date et recommandant les mesures d'amélioration.

Consommations significatives de ressources :

Les consommations moyennes en eau et énergies sont extraites des facturations des fournisseurs, pour l'exercice 2008, et des relevés internes. Elles sont exprimées en unités consommées par tonne de produits fabriquée.

En 2008, la production totale des sites industriels de Tipiak s'élève à 46 064 tonnes (48 274 tonnes en 2007) et retrouve son niveau de 2006.

Postes / libellé	Consommations 2008	Consommations 2007	Consommations 2006
ÉNERGIES (par tonne)			
Electricité	545 kwh	509 kwh	508 kwh
Gaz	910 kwh	936 kwh	1 027 kwh
EAU (par tonne)			
Consommation totale	4,4 m ³	4 m ³	4,1 m ³
Coefficient de rejet	72 %	69 %	65 %
ÉPURATION			
Rejets des eaux usées (volume sortant par tonne produite)	3,2 m ³	2,8 m ³	2,7 m ³
Déchets industriels générés *	3 514 tonnes	3 565 tonnes	3 116 tonnes
Dépenses affectées au traitement des déchets	1 067 K€	958 K€	879 K€

* déchets banaux, organiques et emballages

Utilisation des énergies : Les ressources énergétiques sont utilisées pour les productions nécessaires aux process de cuisson et de refroidissement ou de maintien de « la chaîne du froid » (frigories). Ces énergies sont peu polluantes (électricité et gaz naturel). Sur ces trois dernières années, les consommations rapportées à la tonne produite progressent pour l'électricité et baissent pour le gaz naturel.

Utilisation de l'eau : l'eau, prélevée sur les réseaux d'eau potable, est utilisée dans la fabrication de nos produits, le nettoyage des équipements et locaux, et certains process de refroidissement. En 2008, en moyenne, et pour toutes les fabrications confondues, l'entreprise a consommé 4,4 m³ d'eau par tonne produite, en progression par rapport aux années précédentes. Compte tenu des process de fabrication, la consommation d'eau est très hétérogène entre les sites industriels. Cette progression est liée en particulier à l'augmentation des surfaces industrielles (extension de Pontchâteau mi - 2007).

Liste des rejets affectant gravement l'environnement (arrêté du 30 avril 2002) : néant

Les eaux usées :

Pour tous les sites, les eaux usées subissent un prétraitement avant d'être évacuées par les réseaux d'assainissement. Leur composition en matières organiques et en éléments minéraux, tels que l'azote et le phosphore, fait l'objet d'un contrôle continu, soit en interne, soit auprès d'organismes compétents.

Les déchets :

En 2008, l'activité de Tipiak a généré 3 514 tonnes de déchets.

- Les déchets industriels banaux (DIB), qui sont des déchets en mélange (emballages, plastiques et matières organiques), ont représenté 1 746 tonnes. Ces déchets sont récupérés pour être, en général, incinérés par des sociétés spécialisées.
- Les déchets organiques : ces déchets proviennent des installations de dégraissage des stations de prétraitement des eaux usées. Ils dépendent du mode de traitement des rejets pour chaque site. Ces déchets sont récupérés et traités par des organismes habilités.
- Les cartons : en 2008, les sites industriels ont rejetés 424 tonnes de cartons et emballages. Ces rejets sont recyclés par des entreprises spécialisées reconnues.

Les démarches d'évaluation ou certification entreprises :

Dans le cadre de son plan à trois ans, le groupe envisage une certification ISO 14001 dans les deux sites industriels du secteur « sec ».

Les mesures prises pour assurer la conformité de l'activité du Groupe aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière :

Les sites industriels, soumis à autorisation auprès de la DRIRE et de la DSV, ont obtenu la permission d'exploiter.

Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la société sur l'environnement :

Le coût du traitement des déchets du Groupe s'établit à environ 1 067 K€, en augmentation de 11 %.

Existence au sein du Groupe de services internes de gestion de l'environnement :

Compte tenu de la dimension, de l'activité ou spécificités des pôles, la mise en œuvre de la politique environnementale et le contrôle de son application sont propres à chaque pôle. Ils sont rattachés, soit au niveau de la Direction industrielle, soit au niveau de la Direction Qualité. Ils sont en contact permanent avec les organismes et associations spécialisés.

En cas d'accidents, l'entreprise a mis en place une organisation d'alerte et de gestion de crise.

Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement : Néant

Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement :

Au cours de l'exercice 2008, l'entreprise n'a versé aucune indemnité en exécution d'une décision judiciaire pour risques en matière d'environnement. A date, aucune décision judiciaire en matière d'environnement, n'est en cours.

Objectifs assignés aux filiales à l'étranger : Non applicable pour le Groupe.

Perspectives/ plan d'action :

Pour les trois prochaines années, le groupe poursuivra sa politique de sensibilisation à la sécurité et à la protection de l'environnement.

Dans le cadre de son plan à trois ans, le groupe envisage une certification ISO 14001 dans les deux sites industriels du secteur « sec ». Parallèlement, l'entreprise engagera une démarche dans la plupart de ses sites afin d'établir les bilans « carbone » propres à leur activité.

Par ailleurs, il amplifiera ses actions de protection de l'environnement :

- par l'élimination des HCFC (R22) dans les sites industriels de Marans (17) et Cornouaille (29)
- par une optimisation des consommations énergétiques (électricité et gaz) et des consommations d'eau,
- par la maîtrise des rejets en eaux usées, en développant un programme d'investissements dans les stations de prétraitement,
- par la réduction et la valorisation des déchets banaux.

7 – RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ TIPIAK SA

Présentation des comptes annuels

Les comptes sociaux annuels au 31 décembre 2008 ne comportent pas de changement de méthode, ni de présentation par rapport à ceux établis au 31 décembre 2007.

Activité et résultats de la société Tipiak SA

La société Tipiak, qui détient la totalité du capital de ses filiales, assure le contrôle des activités du Groupe et fournit des prestations de services et d'assistance auprès d'elles. Son activité de prestataire de services au profit de ses filiales s'est poursuivie normalement tout au long de l'année 2008.

Dans ce cadre, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 10,3 M€ (9,1 M€ en 2007). Par ailleurs, elle a perçu de ses filiales, à titre de redevances de marques 1,1 M€, et à titre de dividendes (produits financiers) 1,3 M€. Le bénéfice net courant, issu de l'ensemble de ces opérations et après dotation exceptionnelle aux provisions, ressort à 2,6 M€, contre 4,7 M€ en 2007 (dont plus-value nette de la cession des actifs immobiliers de Saint-Herblain).

Au 31 décembre 2008, compte tenu de la forte dégradation du cours de bourse de l'action Tipiak, la société a dû constater une provision pour dépréciation des titres auto-détenus. Le montant de la provision comptabilisée s'élève à 1,7 M€ (avant impôts).

Au 31 décembre 2008, les dettes financières de la société, nettes des avances en comptes courants des filiales et des disponibilités, s'élèvent à 8,7 M€, pour un montant de capitaux propres (avant distribution) de 29,1 M€.

Activités des filiales et des sociétés contrôlées

Secteur « sec »

La société Tipiak Epicerie, implantée à Saint-Aignan de Grand-Lieu près de Nantes (44), leader sur les marchés « aides pour cuisiner » et « accompagnements céréaliers », a réalisé, au cours de l'exercice 2008, un chiffre d'affaires en progression de près de 26 %. L'activité GMS progresse grâce aux ventes à marque Tipiak dynamisées par deux campagnes de publicité TV. Tous les autres circuits sont en nette croissance par rapport à 2007. A l'international, les ventes représentent 21 % du chiffre d'affaires total de la société. Sur le plan industriel, la société a investi 1,4 M€ dans le remplacement d'une partie de la ligne de fabrication « couscous », en visant l'amélioration de la productivité et la réduction des rejets, et 0,3 M€ dans la sécurité des biens et des personnes et la qualité.

La société Tipiak Panification, implantée à Pont l'Evêque (14), spécialiste des « croûtons » et « feuilletés prêts à garnir », a réalisé, au cours de l'exercice, un chiffre d'affaires en progression de près de 9 %. La croissance provient du fort dynamisme de la marque Tipiak en GMS soutenue par une campagne de publicité TV, du circuit RHD et de l'export. Les investissements (0,6 M€) ont porté, notamment, sur l'amélioration de la productivité (renouvellement de matériel) et sur la sécurité des personnes et des biens (finalisation du sprinklage du site).

La filiale américaine, Tipiak Inc., installée à Stamford dans le Connecticut, a réalisé, au cours de l'exercice 2008, un chiffre d'affaires de 3,87 M\$ en baisse de 1,3 %. Le ralentissement économique en Amérique du Nord, l'évolution du dollar US et l'impact des hausses des matières premières sur les prix de vente, ont pesé sur le niveau d'activité de la société. Elle a dégagé un résultat net sur l'exercice de 125,6 K\$. Au 31 décembre 2008, les capitaux propres s'élèvent à 984,9 K\$ et la société n'a pas de dette financière.

Secteur « froid »

La société Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, dont le siège social est à Fouesnant près de Quimper (29), a réalisé, au cours de l'exercice 2008 un chiffre d'affaires en progression de 6,7 %. La progression provient des ventes dans le circuit GMS à marque TIPIAK et dans celui des distributeurs spécialisés en surgelés. Les autres circuits sont en retrait. La croissance des ventes et la maîtrise des coûts ont permis une nette amélioration des résultats économiques et financiers. La société a investi 1 M€ afin de répondre à l'amélioration de la productivité et à la sécurité des hommes et des biens.

La société Tipiak Traiteur- Pâtissier, dont le siège social est à Malville près de Nantes (44), spécialiste des produits surgelés ou frais destinés aux cocktails, a réalisé un chiffre d'affaires de 56,2 M€, pratiquement stable par rapport à celui de 2007. Le ralentissement de la croissance s'est fait sentir sur tous les circuits, notamment dans le circuit des distributeurs spécialisés en surgelés. Le résultat net de la société progresse de 5 %, grâce à la maîtrise des coûts de structure et l'optimisation des organisations dans les usines. La société a investi 3,5 M€ dans l'amélioration de la productivité, l'augmentation de capacité des lignes « canapés », le renouvellement de matériel et l'aménagement des locaux de l'usine de Malville.

Informations sur le capital social et l'activité boursière

Capital social :

A la fin de l'exercice 2008, le capital social s'élève à 2 741 940 € divisé en 913 980 actions de 3 € de nominal.

Les droits de vote attachés aux actions sont des droits de vote « simples ».

Capital potentiel

Le nombre d'options de souscription attribuées par le Conseil d'Administration du 21 mars 2002, autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 22 juin 2000, et non levées à ce jour, s'élève à 8 000 options représentant une augmentation de capital potentielle de 24 000 €. Le capital potentiel, en cas d'exercice de ces options, s'élèvera à 2 765 940 €, divisé en 921 980 actions de 3 € chacune.

Répartition du capital social (principaux actionnaires)

% supérieur à	Sté de Gestion Billard	Sté Maison Groult	Société Tipiak
3			
5			X
10			
15			
20			
25			
33,33	X	X	
50			
66,66			
90			
95			

Aucun actionnaire n'a porté, à notre connaissance, une prise de participation supérieure aux seuils mentionnés dans le tableau de répartition ci-dessus, comme le prévoient la loi et nos statuts.

Participation des salariés au capital social

Dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, le Fonds Commun de Placement des salariés détient, au 31 décembre 2008, 22 100 actions de la société Tipiak, soit 2,4 % du capital.

Opérations effectuées par la société sur ses propres titres

Les Assemblées générales du 14 juin 2007 et 13 juin 2008 ont autorisé le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions selon les modalités prévues par les articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce et les nouvelles dispositions applicables depuis le 13 octobre 2004 issues du Règlement Européen.

Les principales conditions de ce programme se définissent ainsi :

- Pourcentage de rachat maximum de capital autorisé : 10 %.
- Prix maximum d'achat unitaire : 110,00 euros
- Objectifs du programme par ordre de priorité décroissant :
 - soit de les attribuer aux dirigeants, mandataires sociaux, membres du personnel ou de certains d'entre eux de la Société et/ou d'autres entités du Groupe Tipiak, soit dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions, soit plus généralement dans le cadre de toute cession et/ou attribution d'actions aux salariés, dirigeants ou mandataires sociaux dans le cadre des dispositions légales ;
 - soit de couvrir l'exercice d'options de conversion, d'échange ou de tout autre mécanisme de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions ;
 - soit d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
 - soit de l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.
- Durée du programme : 18 mois à compter de l'assemblée générale du 13 juin 2008, soit au plus tard jusqu'au 12 décembre 2009.
- Caractéristiques des titres concernés par le programme de rachat : actions.

Au 31 décembre 2008, la société possède 90 245 de ses propres actions au prix d'achat moyen de 69,44 €, représentant 9,87 % du capital social, pour un montant global de 4 466 K€ valorisé au cours du 31 décembre 2008.

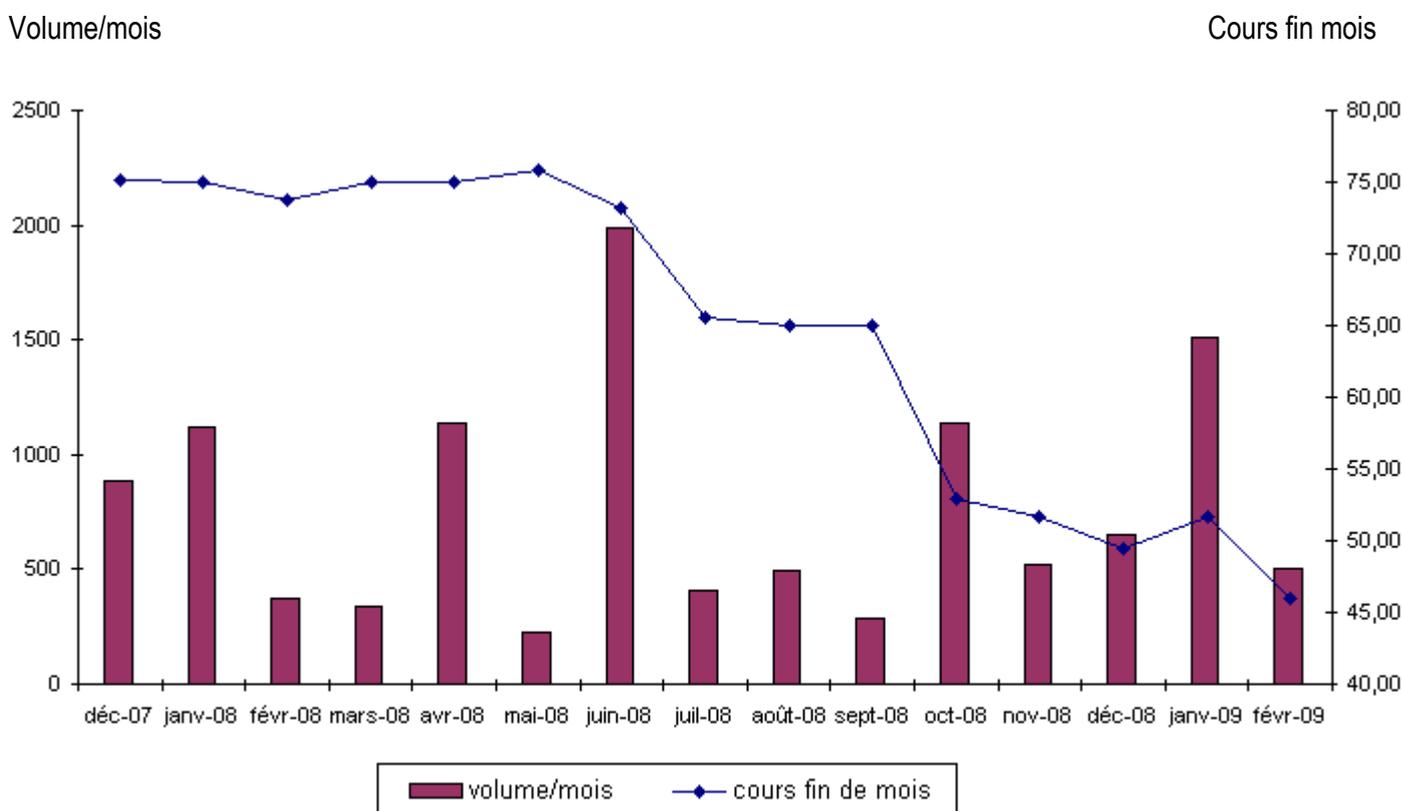
En 2008, la société a acheté 13 200 de ses propres actions au cours moyen d'achat de 76,40 € et a délivré, au titre des levées d'options d'achats d'actions consenties, 9 425 actions.

Par ailleurs, un contrat d'animation et de liquidité du titre Tipiak a été conclu entre la société Tipiak SA et la société de Bourse Portzamparc à Nantes (44). Au 31 décembre 2008, la valorisation de ce contrat s'élève à 79 595 €, liquidité comprise, et le nombre d'actions à 1 063 actions Tipiak valorisées à 49,49 €. Au cours de l'année, les opérations se résument en l'achat de 1 900 titres au prix moyen de 65,74 € par action et en la vente de 1 704 titres à un prix moyen de 77,54 € par action.

Au 31 décembre 2008, la société détient au total 91 308 de ses propres actions, soit 9,99 % du capital social.

Activité du titre en bourse

L'action de la société Tipiak est inscrite sur le marché EuroNext Paris et fait l'objet d'une cotation au compartiment C de la cote.



Dans un marché fortement affecté par la crise financière, le titre clôture l'année 2008 sur un cours de cotation de 49,49 € pour un cours de clôture 2007 de 75,07 €.

Evoluant au début d'année sur son cours pivot de 75 €, le titre a décroché en milieu d'année, suivant la tendance générale des marchés et plus particulièrement celle des valeurs moyennes de l'agroalimentaire. Sur l'année 2008, le titre perd 34 % de sa valeur, à comparer aux indices Mid & Small Caps (- 43 %) et CAC 40 (- 42 %).

Au 31 décembre 2008, la capitalisation boursière de Tipiak s'élève à 45,2 M€.

Au début de l'année 2009, la tendance reste toujours orientée à la baisse. Stabilisé autour de 49 € au début du mois de janvier, le cours de l'action repart à la baisse pour coter un plus bas de 43,95 € le 20 janvier. En fin de mois, le cours se reprend et termine sur une cotation de 51,70 €. Au cours du mois de février, dans la tendance du marché boursier, le titre connaît une nouvelle baisse et clôture le mois sur un cours de 46 €.

Résultats de la société TIPIAK SA au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice 2004 (12 mois)	Exercice 2005 (12 mois)	Exercice 2006 (12 mois)	Exercice 2007 (12 mois)	Exercice 2008 (12 mois)
I – Capital en fin d'exercice (en euros)					
Capital social	2 627 040	2 637 690	2 668 440	2 741 940	2 741 940
Nombre des actions ordinaires existantes	875 680	879 230	889 480	913 980	913 980
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droits de souscription					
II – Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	7 123	7 234	7 918	9 058	10 318
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 538	4 657	4 151	6 762	4 936
Impôts sur les bénéfices	(386)	(474)	(14)	(810)	(557)
Participation et intéressement dus au titre de l'exercice	54	19	14	69	52
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 192	2 959	3 329	4 756	2 606
Résultat distribué	1 926	2 110	2 348	2 651	2 651 (1)
III – Résultats par action (en euros)					
Résultats après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	4,04	5,30	4,63	6,44	4,73
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2,50	3,36	3,74	5,20	2,85
Dividende attribué à chaque action	2,20	2,40	2,64	2,90	2,90 (1)
IV- Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	35	35	34	35	36
Montant de la masse salariale de l'exercice (en milliers d'euros)	1 472	1 665	1 652	1 860	2 069
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (en milliers d'euros)	738	825	797	892	950

(1) Proposition de distribution

Le Gouvernement d'entreprise

Le Conseil d'administration de la société a décidé de ne pas adhérer au Code de Gouvernement AFEP-MEDEF et de se référer aux seules dispositions législatives en vigueur.

Le Conseil restera toutefois attentif à l'élaboration d'un Code de Gouvernance adapté aux petites et moyennes entreprises cotées.

Relations mère et filiales au sein du Groupe Tipiak

La société Tipiak SA, mère du Groupe Tipiak, détient 100 % du capital social de ses filiales. Elle facture ses travaux de direction et de gestion ainsi que les droits d'exploitation de la marque « Tipiak » à l'ensemble de ses filiales dans le cadre de conventions de facturation (voir rapport spécial).

La société Tipiak SA gère, pour le compte de ses filiales, la trésorerie du Groupe. Aussi, elle est amenée à facturer à ses filiales des coûts financiers (voir rapport spécial). Elle perçoit par ailleurs des dividendes de ses filiales.

Société tête du Groupe dans le cadre d'une convention d'intégration fiscale suivant le régime prévu aux articles 223A et suivants du CGI, la société mère comptabilise dans son résultat les économies d'impôts et les charges d'impôts supplémentaires provenant de l'intégration fiscale et assure le règlement des impôts (voir rapport spécial).

Enfin, les filiales du Groupe sont amenées à se facturer entre elles régulièrement et/ou ponctuellement des prestations de personnel, des prestations de prospection et des ventes de marchandises.

Le Conseil d'Administration : composition au 31 décembre 2008

Le Conseil d'administration analyse les enjeux à moyen terme, fixe les orientations, définit la stratégie de l'entreprise, évalue les projets, désigne les mandataires sociaux, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires. Il remplit les fonctions des comité stratégique, comité d'audit et comité des rémunérations.

Il est composé de neuf membres : huit personnes physiques et une personne morale. En vertu de l'article 12 des statuts, chaque administrateur détient au moins une action de la société.

Liste des administrateurs de la société :

Nom – Prénom ou dénomination sociale des administrateurs	Nom – Prénom des représentants permanents des personnes morales administrateurs	Fonctions au sein de TIPIAK	Date première nomination	Date échéance du mandat Tipiak	Autres sociétés	Fonctions
GROUÈS Hubert		Président Directeur Général	1992	2012	-	-
Sté MAISON GROULT	BORDEAUX-GROULT Marie-Calixte	Administrateur	1967	2012	-	-
BORDEAUX-GROULT Robert		Administrateur	1991	2010	Société Maison Groult	Administrateur
BORDEAUX-GROULT Elisabeth-Charlotte		Administrateur	2008	2014	-	-
Xavier FLEUROT		Administrateur	2004	2013	CEFB SAS C.E.V.SAS, Cegla SAS, Distrem SAS, Industyl SAS, Mgie SAS, Novilux SAS, VDS-Sandelai SAS, Vieville & Desbordes SAS Sigmalec SAS	Président du Conseil d'Administration Représentant de CEFB, Administrateur Administrateur
LE JOILLE Eric		Administrateur	1982	2014	Société de Gestion Billard	Directeur Général
MORTIMER Henry Tilford Jr		Administrateur	1977	2013	Triumph Apparel Corp. Valu-trac Master Fund SPC Valu-trac Strategic Fund SPC Valu-trac Strategic Fund LLC Republic Capital Access LLC Société Maison Groult	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
ROUSSEL Hervé		Administrateur	1976	2014	Société de Gestion Billard	Président

Administrateurs indépendants :

Dans le Conseil d'administration, composé à date de neuf membres, un administrateur a la qualité d'administrateur indépendant.

Il n'y a pas d'administrateur élu par les salariés dans le Conseil d'administration de la société. Les membres désignés du Comité d'entreprise sont convoqués à toutes les réunions du Conseil.

Évolution du Conseil d'Administration :

Au cours de l'exercice 2008, Mademoiselle Elisabeth - Charlotte BORDEAUX-GROULT a été nommée en qualité d'Administrateur. Les mandats d'Administrateurs de Messieurs Eric LE JOILLE et Hervé ROUSSEL ont été renouvelés pour une nouvelle période de six années.

Les mandats de Madame Victoria de NAVACELLE et de Monsieur Jacques ANDRÉ arrivant à échéance, n'ont pas été renouvelés. Par ailleurs, la Banque Neuflyze OBC et Monsieur Antoine de ROQUETTE BUISSON ont démissionné de leur mandat d'Administrateur.

Fonctionnement du Conseil d'administration

Le fonctionnement du Conseil d'administration est défini dans les statuts de la Société.

Le Conseil, attentif à l'évaluation de son action, surveille des indicateurs quantitatifs tels que la fréquence des réunions et le taux de présence des administrateurs. Le taux de présence aux Conseils d'administration tenus en 2008 est de 92 %.

Travaux des Conseils d'administration tenus en 2008

Au cours de l'exercice écoulé, les Administrateurs, convoqués par le Président, se sont réunis 11 fois dont cinq fois en Conseils d'administration : 29 janvier, 13 mars, 13 juin, 29 août, et 3 octobre.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil des 13 mars et 29 août 2008 au cours desquelles ont été examinés et arrêtés les comptes annuels et semestriels.

Le 29 janvier 2008, les administrateurs ont constaté l'augmentation de capital consécutive à la levée de 16 500 options de souscription effectuée au cours de l'exercice écoulé. Le Conseil a par ailleurs fixé la note de performance du groupe pour 2007 et validé les perspectives 2008 – 2010.

Le 12 mars 2008, les administrateurs se sont réunis avec la Direction Générale du Groupe et celle des pôles, afin de valider les orientations stratégiques du plan 2008 – 2010 et les perspectives 2008. Au cours de cette réunion, ont été présentés et discutés, pôle par pôle, l'analyse de l'environnement, les axes stratégiques et les résultats économiques prévisionnels, ainsi qu'une synthèse financière : résultat économique, structure financière et plan de financement à trois ans.

Le 13 mars 2008, les administrateurs ont arrêté les comptes de l'exercice 2007 et établi les documents en vue de leur approbation par l'assemblée générale. Ils ont décidé de demander à l'assemblée générale la nomination d'un Administrateur, le renouvellement des mandats de deux Administrateurs et le non renouvellement des mandats de deux Administrateurs arrivant à échéance.

Ils ont par ailleurs décidé de proposer à l'assemblée générale de fixer un nouveau montant de jetons de présence à allouer au Conseil d'administration et ont arrêté la rémunération du Président.

Lors de la séance du 13 juin 2008, les administrateurs ont actualisé les perspectives et orientations pour l'ensemble de l'exercice 2008, au vu des réalisations des cinq premiers mois. Ils ont par ailleurs pris note de la démission d'un Administrateur.

Dans sa séance du 29 août 2008, le Conseil a examiné et arrêté les comptes intermédiaires au 30 juin 2008.

Le 3 octobre 2008, les administrateurs se sont réunis afin d'actualiser les perspectives d'activité et de résultats, d'arrêter les documents de gestion prévisionnelle pour l'exercice 2008, de fixer les orientations à long terme du groupe (horizon 8 ans) pour la préparation du plan triennal. Ils ont par ailleurs décidé la répartition des jetons de présence pour l'exercice en cours. Ils ont également procédé à l'attribution d'options d'achat d'actions au profit du Président et de cadres de la société et des sociétés qui lui sont liées.

Accès à l'information des administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs font l'objet d'un envoi préalable à chaque administrateur.

Chaque mois, le Président remet un rapport d'activité sur la période, accompagné des tableaux de synthèse sur les résultats et de documentation pouvant avoir un intérêt pour l'entreprise.

Les documents de présentation, de discussion et de validation des plans triennaux sont remis annuellement ; les budgets et plans d'action annuels font l'objet d'une révision quadrimestrielle validée par le Conseil d'administration.

Pouvoirs du Président Directeur Général

Monsieur H. GROUÈS est maintenu dans ses fonctions de Président Directeur Général. Depuis la décision du Conseil d'administration du 14 mai 1992, il n'a pas été apporté de limitations aux pouvoirs du Président Directeur Général.

Intérêts des dirigeants mandataires sociaux

Le Groupe Tipiak n'entretient aucune relation d'exploitation avec les sociétés extérieures dont les membres du Conseil d'administration sont mandataires sociaux.

Au titre de l'exercice 2008, Monsieur H. GROUÈS a perçu une rémunération fixe brute annuelle de 243 870 €. Dans le cadre de ses fonctions, il bénéficie d'un véhicule de société dont le montant de l'avantage s'élève à 5 761,60 € et d'une garantie GSC dont le montant de l'avantage s'élève à 16 526 €.

Au vu des performances économiques et financières du Groupe en 2007, le Conseil d'administration lui a attribué une prime sur objectifs de 139 003 € et au vu de la performance cumulée des derniers exercices, un bonus sur résultats de 113 700 €.

Par ailleurs, il a perçu en 2008, au titre de jetons de présence, une somme de 15 000 €

Au cas où il serait mis fin par le Conseil d'administration au mandat confié à Monsieur H. GROUÈS, pour quelque cause que ce soit, sauf faute lourde, celui-ci recevrait en une seule fois, à la cessation de ses activités, une indemnité contractuelle dont le montant correspondrait à sa dernière rémunération brute annuelle, toutes primes et bonus inclus, indexée sur l'évolution de l'Excédent brut d'exploitation consolidé annuel moyen des quatre derniers exercices comparé à l'Excédent brut d'exploitation moyen des quatre exercices précédents sous réserve que l'excédent brut d'exploitation de la dernière année soit positif.

Jetons de présence perçus par les mandataires sociaux non dirigeants (en €) :

Mandataires sociaux non dirigeants	2007	2008
Société MAISON GROULT	10 000	15 000
Monsieur ANDRE Jacques	10 000	12 500
Monsieur BORDEAUX-GROULT Robert	10 000	15 000
Mademoiselle BORDEAUX-GROULT Elisabeth -Charlotte	-	7 500
Monsieur FLEUROT Xavier	10 000	15 000
Monsieur LEJOILLE Eric	10 000	15 000
Monsieur MORTIMER Jr Henry Tilford	10 000	15 000
Monsieur de MURARD Ghislain	-	7 500
Madame de NAVACELLE Victoria	10 000	12 500
Banque NEUFLIZE OBC	10 000	-
Monsieur de ROQUETTE BUISSON Antoine	10 000	15 000
Monsieur ROUSSEL Hervé	10 000	15 000
Total	100 000	145 000

Il n'a été versée aucune « autre rémunération » aux mandataires sociaux ci-dessus.

Options d'achat d'actions attribuées durant l'exercice 2008 à Monsieur H. GROUÈS, dirigeant mandataire social :

Date d'attribution	Valorisation des options (en €)	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
3 octobre 2008	98 800	8 000	65,97	immédiate
Total	98 800	8 000	-	-

En application des dispositions de l'article L.225-185 du Code de Commerce, le Conseil d'administration a fixé à 5 % des actions issues des levées des options attribuées en 2008, le nombre d'actions qui devra être conservé au nominatif par le bénéficiaire jusqu'à la cessation de son mandat social.

Options d'achat d'actions levées durant l'exercice 2008 par Monsieur H. GROUÈS, dirigeant mandataire social :

Date d'attribution	Date de la levée des options d'achat	Nombre d'options d'achat levées	Prix d'exercice (en €)
Octobre 2003	4 avril 2008	8 000	52,36
Total	-	8 000	-

Actions de performance attribuées à chaque mandataire social : Néant

Actions de performance devenues disponibles pour chaque mandataire social : Néant

Information sur les attributions d'options de souscription attribuées :

Libellé	Plan
Date d'attribution par le Conseil d'administration	21 mars 2002
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées (dont par Monsieur H. GROUËS, dirigeant mandataire social)	8 000 (8 000)
Point de départ d'exercice des options	21 mars 2002
Date d'expiration	20 mars 2012
Prix de souscription	56,81 €
Modalités d'exercice	(1)
Nombre cumulé d'options de souscription d'actions annulées	néant
Options de souscription restantes en fin d'exercice	8 000

(1) Les options peuvent être levées par le bénéficiaire à tout moment dans un délai de 10 ans suivant la date d'attribution par le Conseil, sauf en cas de départ de l'entreprise. Dans ce cas, le délai pour lever les options est de 6 mois à compter de la date du départ. Ce délai est porté à 2 ans en cas de décès du bénéficiaire.

Options d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers :

Options d'achat d'actions	Nombre d'options attribuées et d'options levées	Prix (en €)	Date d'attribution	Date d'échéance
Total des options d'achat attribuées en 2008	4 500	65,97	3 octobre 2008	3 octobre 2018
Total des options d'achat levées en 2008	650	57,17		-

Le Contrôle

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne

Préambule

Ce rapport a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration, conformément à l'article L 255-37 du Code du Commerce modifié par la loi sur la sécurité financière du 1^{er} août 2003 et la loi pour la confiance et la modernisation de l'économie du 26 juillet 2005.

Compte tenu de la filialisation des différentes activités de la société, ce rapport couvre l'ensemble des sociétés contrôlées entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le groupe Tipiak comporte deux secteurs d'activité :

- le secteur « sec » avec les sociétés Tipiak Epicerie, Tipiak Panification et Tipiak Inc. (filiale américaine),
- le secteur « froid » avec les sociétés Tipiak Plats Cuisinés Surgelés et Tipiak Traiteur-Pâtissier.

Le fonctionnement du Conseil d'administration ainsi que la limitation des pouvoirs du Directeur Général sont décrits dans le chapitre ci-dessus « le gouvernement d'entreprise ».

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée générale ainsi que la description des droits des actionnaires et les modalités d'exercice de ces droits sont définis aux articles 14 et 15 des statuts de la société déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Nantes (44).

Définition du Contrôle interne :

Le contrôle interne en vigueur dans la société a pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- de s'assurer de la sauvegarde des actifs ;
- de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société et à l'extérieur reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Le système de contrôle interne ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Environnement du contrôle interne

TIPIAK exerce son activité à partir d'unités opérationnelles appelées pôles d'activité, disposant d'une autonomie de décision et de responsabilité.

Le management est organisé autour de six processus clefs communs aux pôles d'activité. Ils permettent une vision transversale pour un pilotage coordonné des domaines dans lesquels l'entreprise a décidé de mesurer sa compétitivité et où se joue son développement durable.

Sensibilisation du personnel : les valeurs du Groupe sont diffusées au sein des pôles d'activité dès l'arrivée des collaborateurs et au travers d'un processus d'intégration.

Les finalités et missions des postes d'encadrement sont décrites dans un document intitulé « définition de fonction ». Les objectifs de l'encadrement sont fixés en début d'année. Une évaluation des résultats obtenus, comparés aux objectifs individuels, a lieu en milieu d'année et en fin d'année.

Évaluation des risques

L'analyse des risques est développée dans le chapitre 4 « facteurs de risques » du rapport de gestion.

Une analyse de l'environnement externe et interne de chaque service, de chaque pôle et de l'entreprise est menée chaque année au cours de l'élaboration du plan stratégique à trois ans. Ce processus conduit à l'établissement des objectifs économiques de l'entreprise pour la période. La première année du plan est détaillé dans le budget annuel ; celui-ci est révisé deux fois par an.

Les objectifs ainsi définis sont retranscrits dans les objectifs individuels de l'encadrement. Les réalisations sont analysées et comparées mensuellement aux objectifs du budget.

Un comité d'audit dont la mission est d'analyser périodiquement les résultats économiques de chaque pôle, d'évaluer les risques et d'identifier des plans d'action pour l'atteinte des objectifs fixés, réunit la Direction Générale du groupe, la Direction Générale du pôle et la Direction Administrative et Financière.

Activités de contrôle

Chaque pôle d'activité met en œuvre son propre système d'assurance qualité et applique les procédures définies dans le cadre de ce référentiel. Certaines procédures s'appliquent à l'ensemble des pôles lorsqu'elles portent sur les processus clés ou sur des activités communes aux pôles (Informatique, Comptabilité – finances).

Ces procédures permettent de définir l'approbation, l'autorisation, la vérification et le rapprochement des opérations, la sécurité des actifs ou la séparation des fonctions.

Information et communication

Les pôles mutualisent leur système d'information en s'appuyant sur l'utilisation de progiciels (logiciels standard du marché), avec une volonté de réduire le plus possible la part des adaptations spécifiques. L'homogénéité des outils sur l'ensemble des pôles et l'unicité des données par la centralisation des systèmes de traitement sont recherchées.

Les principaux outils de reporting, d'élaboration des budgets et plans sont normalisés et partagés par tous les pôles d'activité.

Pilotage du système de contrôle interne

Dans le cadre du système d'assurance qualité, des audits internes récurrents sont menés sur les principaux processus des pôles. Des audits ponctuels sont également menés par la Direction administrative et financière.

Les audits externes menés par les organismes certificateurs nous permettent d'adapter notre système de contrôle interne.

Dans le cadre de leurs diligences, les Commissaires aux comptes apprécient nos procédures de contrôle interne et nous communiquent leurs remarques.

Processus de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Il n'a pas été apporté de modification dans l'organisation comptable et financière du Groupe.

De par son organisation comptable et financière centralisée, l'entreprise s'est dotée des moyens pour assurer une information comptable et financière conforme à la législation et aux normes en vigueur, en vue de donner aux actionnaires et aux tiers les moyens d'apprécier l'évolution des performances et de la valeur patrimoniale de l'entreprise.

Toutes les informations qui concourent à la réalisation des états financiers sont centralisées au sein d'un service comptable indépendant, partagé par l'ensemble des sociétés du Groupe. Ainsi, l'homogénéité des procédures et des traitements est assurée, et les ressources et compétences mutualisées. Par ailleurs, le traitement des informations principales : comptables, financières, économiques, est effectué sur des outils communs aux pôles.

Le service comptable du Groupe s'assure que le suivi et la protection des actifs sont correctement réalisés. Dans le cadre de reporting périodique, il est informé de toute modification des passifs. La séparation des tâches, l'utilisation d'outils uniques et performants, la centralisation des traitements des flux financiers permettent de limiter les risques d'erreurs ou de fraudes.

Les comptes sont révisés périodiquement en interne et un manuel de révision est élaboré semestriellement, permettant la justification des comptes. Ils sont audités au moins deux fois par an par les Commissaires aux comptes, lors des arrêtés semestriels et annuels.

Un reporting mensuel de tous les pôles d'activité, au format unique, est émis auprès des Directions Générales et de la Direction Administrative et financière du groupe. Il porte sur l'analyse des performances économiques et financières propres à chaque pôle. L'analyse des performances, le suivi des projets significatifs en cours et la mise en œuvre de plans d'actions correctifs sont traités tous les deux mois au sein des comités d'audit internes.

Principales réalisations en 2008

L'entreprise a réalisé l'ensemble des actions planifiées contribuant à améliorer le contrôle interne : animation des comités de coordination transversale des processus clefs (Ressources humaines, Marque TIPIAK, Contrôle de gestion, Système d'information, Qualité - Sécurité - Environnement), poursuite des formations et des réunions de sensibilisation à la gestion de projet, révision des principales procédures comptables et financières et réalisation d'audits dans les pôles.

Initiée en 2006 avec une « cartographie des risques » et finalisée en 2007 avec la mise en place d'un « référentiel des risques », la démarche a été poursuivie au cours de l'exercice 2008 par l'analyse et l'actualisation de la liste des risques majeurs de chaque pôle. Les plans d'actions associés, présentés au cours d'un comité de pilotage « sécurité », ont été intégrés dans le plan triennal.

Au cours de l'année 2008, une procédure groupe de sécurisation des achats a été mise en place. Elle complète la procédure « risque qualité des marchandises », sécurisant en amont l'entreprise sur la qualité financière du fournisseur et en aval, protégeant l'entreprise contre les risques financiers pour les préjudices causés aux clients et aux consommateurs. Cette procédure est opérationnelle dans tous les pôles.

Un audit des systèmes d'information de production du secteur « froid » a été réalisé en 2007. Le plan d'action recommandé a été mis en œuvre courant 2008. Il vise à assurer la sécurité, la performance et la pérennité du système d'information de gestion de production, par l'optimisation de l'organisation autour des systèmes : la formation des utilisateurs et la formalisation des pratiques, la structuration et la fiabilisation des données techniques et l'identification d'axes d'amélioration.

Afin de renforcer l'efficacité des pratiques dans le domaine de la sécurité du personnel dans les usines, un diagnostic a été conduit dans les principaux sites industriels du groupe. Il a permis d'apprécier le niveau de gestion de la sécurité, d'évaluer par une analyse documentaire, le respect des exigences réglementaires et de sensibiliser l'encadrement dans son rôle et sa responsabilité dans ce domaine.

Orientation et priorités de l'audit interne

L'action de l'audit interne s'inscrit dans une volonté permanente de mise à jour des procédures internes de gestion afin d'accompagner l'évolution des organisations. Il veille également à l'efficacité des dispositifs de contrôle et anime les dispositifs de gestion des risques.

Du fait de l'évolution de la législation encadrant, notamment, les relations commerciales avec nos clients (Loi de Modernisation de l'Economie), une action sera menée au cours de l'exercice 2009, afin d'adapter les organisations et les systèmes d'information associés. Les procédures internes seront actualisées.

Suite à la mise en place de la nouvelle procédure « achats », un audit du processus sera conduit afin de s'assurer de la conformité des pratiques avec celles définies dans la procédure et déterminer les actions correctives d'amélioration.

La démarche « gestion des risques » portera sur le suivi des plans d'actions associés et sur la sensibilisation des équipes opérationnelles.

Fait à Saint-Aignan de Grand-Lieu,
le 20 mars 2009

Monsieur H. GROUËS
Président Directeur Général

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR LE CONTROLE INTERNE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Tipiak S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent, notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce.

Les Commissaires aux Comptes

Nantes, le 6 avril 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Franck Noël
Associé

La Roche-sur-Yon, le 6 avril 2009

Atlantique Révision Conseil - A.R.C.

Jacques Delpech
Associé

Le contrôle externe

Commissaires aux comptes titulaires

- Société KPMG Audit, département de KPMG SA, 7, bd Albert Einstein à NANTES (44300), représentée par Monsieur Frank NOEL.
- Société ARC (Atlantique Révision Conseil) dont le siège est situé à la ROCHE SUR YON (85000), 52, rue Jacques - Yves Cousteau, représentée par Monsieur Jacques DELPECH.
- Société ERNST & YOUNG ATLANTIQUE dont le siège est situé à NANTES (44000), 46 bis, rue des Hauts Pavés, représentée par Monsieur François MACÉ.
- Société PRAXOR Audit dont le siège est situé à PARIS (75008), 156, boulevard Haussmann, représentée par Monsieur Henri GRILLET.

Commissaires aux comptes suppléants

- Société KPMG Audit, département de KPMG SA, 7, bd Albert Einstein à NANTES (44300), représentée par Monsieur Frank NOEL.
- Société ERNST & YOUNG ATLANTIQUE dont le siège est situé à NANTES (44000), 46 bis, rue des Hauts Pavés, représentée par Monsieur François MACÉ.
- Société PRAXOR Audit dont le siège est situé à PARIS (75008), 156, boulevard Haussmann, représentée par Monsieur Henri GRILLET.
- Cabinet BÉCOUZE et Associés dont le siège est situé à ANGERS (49000), 32, rue de Rennes, représenté par Monsieur Jean-Jacques BÉCOUZE.

Mandats des Commissaires aux comptes titulaires

Désignation des Commissaires aux Comptes titulaires	Tipiak SA et consolidés	Tipiak Epicerie	Tipiak Panification	Tipiak Traiteur Pâtissier	Tipiak Plats Cuisinés Surgelés
KPMG Audit	X	X			X
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>	<i>17.06.2005</i>	<i>13.06.2008</i>			<i>14.06.2007</i>
A.R.C.	X	X			X
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>	<i>14.06.2007</i>	<i>14.06.2007</i>			<i>14.06.2007</i>
ERNST & YOUNG ATLANTIQUE				X	
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>				<i>13.06.2008</i>	
PRAXOR			X		
<i>Date de désignation ou renouvellement</i>			<i>14.06.2007</i>		

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

Libellé	ERNST&YOUNG ATLANTIQUE				CABINET BOULLIER				KPMG				ARC				CABINET PRAXOR			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007	2 008	2 007
Audit																				
* Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés																				
- Emetteur :																				
Tipiak									20 600	20 000	32,70%	30,44%	20 600	20 000	32,19%	32,68%				
- Filiales intégrées globalement																				
Tipiak Epicerie									21 200	20 600	33,65%	31,35%	21 200	20 600	33,13%	33,66%				
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés									21 200	20 600	33,65%	31,35%	21 200	20 600	33,13%	33,66%				
Tipiak Traiteur Pâtissier	22 600	21 900	100%	100%																
Gesnoin																	18 700	18 000	100%	100%
* Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes																				
- Emetteur :																				
Tipiak					4 300		100%		1 500		2,28%									
- Filiales intégrées globalement																				
Tipiak Epicerie													1 000		1,56%					
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés																				
Tipiak Traiteur Pâtissier																				
Gesnoin																				
SOUS TOTAL	22 600	21 900	100%	100%	4 300	0	100%	0%	63 000	62 700	100%	95,43%	64 000	61 200	100%	100%	18 700	18 000	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement																				
* Juridiques, fiscal et social																				
Tipiak Epicerie																				
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés																				
Tipiak Traiteur Pâtissier																				
Gesnoin																				
* Autres																				
Tipiak Epicerie									1 500		2,28%									
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés									1 500		2,28%									
Tipiak Traiteur Pâtissier																				
Gesnoin																				
SOUS TOTAL	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%	0	3 000	0%	4,57%	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
TOTAL	22 600	21 900	100%	100%	4 300	0	100%	0%	63 000	65 700	100%	100%	64 000	61 200	100%	100%	18 700	18 000	100%	100%

8 – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Monsieur Hubert GROUÈS, Président Directeur Général

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-dessus présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Saint-Aignan de Grand-lieu, le 20 mars 2009

COMPTES CONSOLIDÉS

I.– Bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers d'euros)	Notes	2008	2007	2006
Goodwill	5	6 949	6 949	6 949
Autres Immobilisations incorporelles	5	797	494	563
Immobilisations corporelles	6	46 348	45 507	43 069
Immobilisations financières	7	65	65	67
Impôts différés	21	20	22	30
Total de l'actif non courant		54 179	53 037	50 678
Stocks	8	14 602	16 694	16 317
Clients et comptes rattachés	9	54 827	51 993	55 940
Autres créances	10	8 931	10 839	7 470
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 341	5 897	1 745
Total de l'actif courant		79 701	85 423	81 472
Total de l'actif		133 880	138 460	132 150
Capital		2 742	2 742	2 668
Primes		12 256	12 018	10 524
Actions propres		- 4 548	- 5 751	- 4 674
Réserves		19 890	18 107	16 284
Résultats comptabilisés en capitaux propres		- 254	135	- 154
Résultat consolidé - part du Groupe		4 731	5 869	4 001
Total fonds propres	12	34 817	33 120	28 649
Passifs non courants :				
Dettes financières moyen terme	13	25 055	23 891	24 742
Provisions pour avantages du personnel	15/16	2 227	2 038	2 227
Autres provisions	16	348	490	241
Autres dettes				
Impôts différés passif	21	5 411	4 929	4 593
Total dettes non courantes		33 041	31 348	31 803
Passifs courants :				
Dettes financières court terme	13	14 403	16 250	26 069
Fournisseurs et comptes rattachés		39 645	45 518	36 320
Dettes fiscales et sociales	14	10 826	11 297	9 200
Dettes d'impôts	14		927	-
Autres créateurs	14	1 148	-	109
Total dettes courantes		66 022	73 992	71 698
Total du passif		133 880	138 460	132 150

II.– Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	2008	2007	2006
Chiffre d'affaires net	18	162 833	154 800	138 379
Variations de stocks de produits finis		-699	-150	1 915
Consommation de matières premières et marchandises		-64 263	-60 820	-56 364
Marge brute		97 871	93 830	83 930
Autres charges externes	22	-29 142	-27 328	-25 096
Frais de personnel	19	-48 406	-48 336	-43 192
Impôts et taxes		-3 551	-3 159	-3 224
Excédent brut d'exploitation		16 772	15 007	12 418
Amortissements et provisions	5 et 6	- 5 868	-5 457	-4 926
Dépréciations		-17	57	-464
Autres charges opérationnelles	23	-557	-403	-257
Autres produits opérationnels	23	150	1 671	517
Résultat opérationnel		10 480	10 875	7 288
Coût financier brut	20	-2 206	-2 299	-1 754
Produits ou charges financiers	20	-585	128	427
Coût financier net		-2 791	-2 171	-1 327
Résultat avant impôts		7 689	8 704	5 961
Charge d'impôt sur les résultats	21	-2 958	-2 835	-1 960
Résultat net consolidé revenant au groupe		4 731	5 869	4 001
Résultat par action (en euros)	24	5,74	7,16	4,92
Résultat par action après dilution (en euros)	24	5,69	7,06	4,81
Dividende par action		2,90 (1)	2,90	2,64

(1) Dividende proposé à l'Assemblée Générale du 19 juin 2009

III.– Tableau consolidé des flux de trésorerie.

(en milliers d'euros)	Notes	2008	2007	2006
Activités opérationnelles :				
Résultat consolidé après impôt		4 731	5 869	4 001
Charge d'impôt courante		2 068	2 640	1 451
Variation de l'impôt différé par le résultat		681	195	509
Résultat Consolidé avant impôts		7 480	8 704	5 961
Amortissements et dépréciation des immobilisations (net)		5 868	5 411	4 926
Dépréciations d'actifs circulant (net)		92	7	287
Variation des provisions pour risques et charges (net)		-75	171	174
Plus-values de cessions des actifs cédés		221	-1 674	-179
Autres charges et produits calculés (Instruments financiers)		586	-104	-325
Capacité d'autofinancement		11 423	9 680	8 884
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement		-3 795	12 006	-8 962
Décaissement d'impôt sur les sociétés		-3 144	-1 405	-1 665
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles		7 223	23 116	217
Activités d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations		-7 232	-12 410	-8 471
Variation nette des dettes sur immobilisations		-1 049	1 195	213
Cessions d'éléments de l'actif immobilisé		22	5 009	589
Flux net de trésorerie provenant des opérations d'investissement		-8 259	-6 206	-7 669
Activités de financement :				
Apports en Capital et fonds propres		-	1 222	492
Dividendes versés		-2 421	-2 119	-1 934
Acquisitions d'actions propres		-475	-1 181	-906
Nouvelles dettes financières		3 072	5 234	14 800
Remboursement des dettes financières		-3 212	-5 296	-4 285
Variation des cessions de créances commerciales	9	459	-4 775	-432
Flux net de trésorerie provenant des opérations de financement		- 2 577	-6 915	7 735
Variation de périmètre (trésorerie cédée)		0	0	0
Incidence des écarts de conversion		3	-10	-5
Variation de la trésorerie		-3 600	9 985	278
Trésorerie d'ouverture		4 558	-5 427	-5 705
Trésorerie de clôture	11	958	4 558	-5 427

IV.– Variation des capitaux propres.

(en milliers d'euros)	Nb d'actions	Capital émis	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Résultats latents	Résultat consolidé	Capitaux propres
Situation au 31 décembre 2006	889 480	2 668	10 524	-4 674	16 284	-154	4 001	28 649
Affectation du résultat 2006					4 001		-4 001	0
Distribution de dividendes nette					-2 118			-2 118
Ecart de conversion					-61			-61
Emission d'actions et attribution d'options		74	1 494					1 568
Mouvements sur actions propres				-1 077				-1 077
Résultat de l'exercice 2007							5 869	5 869
Autres mouvements					1	289		290
Situation au 31 décembre 2007	913 980	2 742	12 018	-5 751	18 107	135	5 869	33 120
Affectation du résultat 2007					5 869		-5 869	0
Distribution de dividendes nette					-2 420			-2 420
Ecart de conversion					37			37
Emission d'actions et attribution d'options (note 12.1)								
Mouvements sur actions propres (note 12.3)			238	-476				-238
Résultat de l'exercice 2008							4 731	4 731
Autres mouvements (note 12.4)				1 679	-1 703	-389		-413
Situation au 31 décembre 2008	913 980	2 742	12 256	-4 548	19 890	-254	4 731	34 817

V.–Annexe des comptes consolidés

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.
Les montants sont exprimés en milliers d'€.

Préambule.

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2008 sont établis suivant les IFRS (International Financial Reporting Standard) en vigueur au 31 décembre 2008, telles qu'adoptées par l'Union Européenne et telles que publiées par l'IASB.

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos au 31 décembre 2008 et n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés : IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts », IFRIC 13 « Programmes de fidélisation des clients », IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés ».

Note 1.– Informations relatives à l'entreprise.

Cotée sur EuroNext (Compartiment C), Tipiak SA est une société anonyme de Droit français.

L'entreprise détient des positions de leader sur des marchés variés : aides pour cuisiner, accompagnements céréaliers, plats cuisinés surgelés, produits traiteur pâtissier et panification. Elle est positionnée sur des circuits de distribution diversifiés : GMS, circuits spécialisés surgelés, Restauration hors domicile, Industrie et International.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le Groupe »).

Le Conseil d'Administration du 20 mars 2009 a arrêté les comptes annuels consolidés en IFRS et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 décembre 2008.

Note 2.– Faits marquants de l'exercice.

Dans un environnement de crise économique et financière, de consommation perturbée par l'inflation des prix alimentaires et de relations avec la Distribution déstabilisées par l'évolution de la législation, l'entreprise a poursuivi la croissance de ses activités conformément à sa stratégie et de ses résultats économiques et financiers.

- Croissance du chiffre d'affaires, dynamique dans le secteur « sec », modérée dans le secteur « froid », et poursuite du développement rapide des ventes à marque Tipiak dans les deux secteurs,
- Renforcement des partenariats avec les distributeurs spécialisés du secteur « froid »,
- Poursuite de l'amélioration des performances économiques,
- Adaptation des organisations et accompagnement du changement dans tous les pôles,
- Maîtrise de l'endettement : progression de la capacité d'autofinancement, réalisation du programme d'investissements industriels, augmentation du besoin en fonds de roulement,
- Chute du cours de l'action Tipiak dans la ligne de ceux des entreprises du secteur et du marché boursier en général.

Note 3.– Principales méthodes comptables.

3.1. Présentation des états financiers consolidés.– Les états financiers sont présentés en euros, arrondis au millier d'euros le plus proche. Les méthodes comptables, exposées ci après, ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes, à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle d'exploitation normale du Groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des « Actifs courants ».

Les actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normale, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des « Dettes courantes ». Tous les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du Groupe, d'exercer un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

3.2. Principes de consolidation.– Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celles-ci. Le contrôle est présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Tipiak SA et de ses filiales préparés à la date d'établissement des comptes.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Le Groupe ne comprend aucune entité détenue conjointement qualifiée d'« Entreprise Associée » ou « Coentreprise ».

Les soldes au bilan, les produits et charges internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Une liste des filiales est fournie en note 4.

3.3. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition.– L'écart d'acquisition ou goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels, identifiables à la date d'acquisition de la filiale.

Le goodwill ne fait pas l'objet d'un amortissement mais d'une revue de perte de valeur à la fin de chaque exercice ou dès qu'il existe un quelconque indice de perte de valeur, sur la base des cash-flows des unités génératrices de trésorerie (UGT) déterminés lors du plan à trois ans. Jusqu'en 2006, les UGT avaient été identifiées au sein du Groupe comme étant les pôles d'activité : Epicerie, Panification, Traiteur Pâtissier et Plats cuisinés surgelés. A partir de 2007, les facteurs permettant d'identifier les UGT ont évolué. Les modes de gestion des activités et d'arbitrage de la direction générale pour la poursuite ou l'arrêt de certaines activités sont désormais déterminés par secteur. Les nouvelles U.G.T. sont les suivantes : U.G.T. « sec » (anciennes UGT « Epicerie » et « Panification ») et U.G.T. « froid » (anciennes UGT « Plats Cuisinés Surgelés » et « Traiteur Pâtissier »). Les tests de dépréciation ont été effectués en décembre 2008. Le taux d'actualisation, adapté au Groupe est de 6,62 %. La sensibilité des tests de dépréciation à une variation des principales hypothèses a été analysée. L'hypothèse dont la variation est la plus sensible est le taux d'actualisation. Une variation de 0,5 point du taux d'actualisation aurait une incidence de 16 M€ sur la juste valeur totale des goodwills et ne conduirait pas à comptabiliser de dépréciation. Les cash-flows de la dernière année sont actualisés à l'infini avec une hypothèse de croissance de 2 %. Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'exercice 2008.

3.4. Méthode de conversion.— Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou charges.

Les états financiers de la société Tipiak Inc., libellés en dollar US, sont convertis, pour le bilan, au cours du dollar US à la clôture, et au cours approchant le cours de change à la date de l'opération, pour le résultat. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les capitaux propres.

3.5. Autres actifs incorporels immobilisés.— Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Ils incluent principalement les coûts d'acquisition et de mise en place de licences auprès de tiers, notamment d'utilisation de logiciels. Le coût annuel de maintenance est porté en charges.

3.6. Frais de Recherche et de développement.— Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement de produits et procédés nouveaux entrant dans des projets individualisés, sont immobilisées lorsque leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée. Toute dépense portée à l'actif est amortie sur la durée attendue des ventes futures issues du projet.

Au cours de l'exercice, il n'a pas été identifié de frais de développement pouvant être portés à l'actif.

3.7. Amortissements et dépréciations des actifs incorporels immobilisés :

— Actifs à durée de vie déterminée : L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

— Ensemble des actifs à durée de vie déterminée ou indéterminée : Les valeurs comptables des actifs incorporels font l'objet d'un test de « Perte de valeur » lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable et au minimum une fois par an pour les goodwills (voir note 3.3).

3.8. Actifs corporels immobilisés.— Les actifs corporels immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles.

Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations ne sont pas immobilisés.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément.

Les subventions publiques accordées au Groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont déduites de la valeur comptable de l'actif correspondant et portées au compte de résultat de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

3.9. Amortissements et dépréciation des actifs corporels immobilisés.— L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel. Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « Perte de valeur » lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées moyennes d'amortissements retenues sont les suivantes :

Constructions	15 à 30 ans
Installations industrielles	5 à 20 ans
Matériel industriel	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

3.10. Actifs immobilisés destinés à être cédés.— Les actifs destinés à être cédés et effectivement disponibles à la vente sont présentés sur une ligne distincte du bilan dès lors que la cession devient hautement probable. La valeur comptable est alors recouvrable par une vente ou un échange contre d'autres actifs. Un actif destiné à la vente est évalué au montant le plus faible entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

3.11. Investissements financiers.— Tous les investissements financiers sont initialement constatés à la juste valeur.

Ensuite, les investissements financiers classés dans les catégories « Détenues à des fins de transaction » ou « Disponibles à la vente », sont évalués à la juste valeur. Les profits et pertes sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés en résultat. Les profits et pertes sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les investissements financiers sont comptabilisés à leur coût. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative et durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation est constatée par le résultat.

Les autres investissements financiers à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance, sont évalués au coût amorti.

3.12. Stocks.— Les stocks sont évalués au prix de revient sauf si la valeur nette de réalisation est plus faible. Les coûts encourus pour amener et produire les stocks à l'endroit et dans l'état dans lequel ils se trouvent sont comptabilisés de la manière suivante :

- Pour les matières premières et marchandises, il s'agit du coût d'achat selon la méthode du prix moyen pondéré ;
- Pour les produits finis et encours, il s'agit des coûts des matières et de la main d'œuvre directe, d'une quote-part des frais généraux de production, fonction de la capacité normale de production, à l'exclusion du coût des emprunts ;
- La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts d'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

3.13. Capitaux propres et réserves.— Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de Capitaux propres nette d'impôts. Les actions propres sont déduites du total des Capitaux propres et classées sous la rubrique « Actions propres ». Les dividendes sont comptabilisés en dettes dès qu'ils ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

3.14. Emprunts portant intérêts.— Tous les emprunts portant intérêts sont initialement comptabilisés au coût correspondant à la juste valeur nette des coûts liés à l'emprunt.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en prenant en compte tous les coûts d'émission, toute décote ou prime de remboursement.

3.15. Contrats de location.— Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis soit sur la durée d'utilité, soit sur la durée du contrat. Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.16. Avantages du personnel :

— Indemnités de départ à la retraite : Les indemnités de départ à la retraite sont liées aux conventions collectives s'appliquant aux différentes sociétés françaises du Groupe. Il s'agit d'indemnités versées lors du départ en retraite de salariés. Le Groupe provisionne ces engagements en fonction de l'estimation du montant versé à chaque salarié à son départ, actualisé et affecté d'une probabilité de réalisation de l'événement. Les écarts actuariels sont comptabilisés en capitaux propres.

— Médailles du travail : Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du Groupe. Il s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le Groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence des bénéficiaires dans le Groupe à la date du versement.

— Régimes complémentaires de retraites : Les régimes sont complémentaires à la pension minimale légale des salariés pour laquelle les sociétés cotisent directement auprès d'un organisme social. Les cotisations sont comptabilisées en charges.

Les régimes à cotisations définies prévoient une cotisation annuelle à une société d'assurance ou fonds de pension. Ils ne donnent pas lieu à engagement de la part du Groupe. Les cotisations annuelles sont comptabilisées en charges.

Les régimes à prestations définies garantissent des ressources contractuelles complémentaires aux pensions légales à certaines catégories de salariés. Le Groupe n'a pas contracté de tels engagements.

— Paiement fondé sur des actions : Le programme d'options sur actions permet aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive.

La juste valeur des droits est évaluée selon la formule de Black et Scholes en tenant compte des termes et conditions définis au moment de l'attribution du plan.

3.17. Provisions.— Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation contractuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsque le Groupe attend un remboursement de la provision, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, s'il est quasi-certain.

3.18. Gestion des risques financiers.

Risque de crédit :

Ce risque concerne essentiellement les créances commerciales qui dans le cas d'impayés généreront une perte financière pour le Groupe. Les créances export en sont exclues puisqu'elles bénéficient d'une assurance-crédit. Le montant des créances irrécouvrables est non significatif. Le poste « créance douteuse » est stable depuis des années, seuls subsistent des dossiers faisant l'objet de procédure judiciaire longue.

Le Groupe a mis en place des procédures internes de gestion du crédit clients et de recouvrement de créances.

Risque de liquidité :

Le Groupe dispose de lignes de crédit de court et moyen terme auprès de banques de première qualité, qui lui permettent de répondre aux besoins de financements de son développement. En 2006, afin de consolider son fonds de roulement, elle a négocié des lignes de crédit moyen terme pour un montant de 14,8 M€, dont les caractéristiques sont adaptées aux besoins de financements futurs. Toutes ces lignes ont été mobilisées. Par ailleurs, une ligne de crédit moyen terme mise en place mi-juillet 2007, d'un montant initial de 3 M€, amortissable semestriellement, dont l'échéance finale est au 15 janvier 2014, a été mobilisée en 2008 pour 2,6 M€.

Un contrat d'affacturage mis en place dans les filiales, offre une capacité de financement du besoin en fonds de roulement d'exploitation adaptée à la forte saisonnalité de l'activité.

Certaines lignes de crédit sont assorties d'une clause de remboursement anticipé. Elles sont soumises au respect de ratios financiers calculés au 31 décembre de chaque année.

Risques de marché :

- Risque de taux d'intérêt

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, swaps de taux d'intérêts et contrats de change à terme, pour se couvrir contre les risques de taux et de change qui découlent des activités d'exploitation.

Les instruments financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées, soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

- Risque de change

Le Groupe est peu soumis aux risques de change. Cependant quelques achats et ventes sont effectués en dollars US et GBP. Afin de sécuriser les coûts budgets et limiter le risque de change sur les ventes, le groupe procède à des opérations de couverture à terme sur 50% des montants estimés pour les 12 mois à venir.

3.19. Impôts. – Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles sauf exceptions existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

3.20. Produits des activités ordinaires.— L'ensemble du chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net de rabais, remises, ristournes, escomptes financiers et provisions pour retours de marchandises.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

3.21. Information sectorielle.— Le premier niveau et le deuxième niveau de l'information sectorielle du Groupe sont respectivement le secteur d'activité et le secteur géographique.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus. Chaque secteur regroupe les domaines d'activité stratégique qui fabriquent et commercialisent des produits variés sur des marchés différenciés, soit à température ambiante, soit à température dirigée.

Le secteur des produits à température ambiante, le secteur « sec », offre des produits simples ou élaborés, souvent à base de céréales ou de féculés, pouvant accompagner un plat ou intégrer une recette.

Le secteur à température dirigée, le secteur « froid », offre des recettes élaborées soit surgelées soit réfrigérées, pouvant être consommées à l'apéritif ou à l'occasion d'un repas quotidien ou festif.

Les actifs et passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles des deux secteurs. Les actifs et passifs qui n'ont pas pu être alloués sont présentés séparément.

Le Groupe comptabilise les ventes et transferts inter-secteurs comme si ces ventes et transferts étaient réalisés avec des tiers hors Groupe, à des prix courants de marché.

Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone géographique en fonction de la localisation du client. Le Groupe possède des actifs en France et aux Etats-Unis.

Note 4.— Participations et périmètre de consolidation.

En 2008, il n'y a pas eu de modification dans le périmètre de consolidation du Groupe. Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Sociétés consolidées au 31 décembre 2008	Adresse	Siren	% de détention
Société mère :			
Tipiak sa	Saint-Aignan-Grandlieu (Nantes), 44	301 691 655	
Filiales :			
Tipiak Epicerie	Saint-Aignan-Grandlieu (Nantes), 44	343 334 488	100
Tipiak Plats Cuisinés Surgelés	Fouesnant, 29	304 992 043	100
Tipiak Traiteur Pâtissier	Malville (Nantes), 44	388 238 842	100
Tipiak Panification	Pont-l'Evêque, 14	338 547 052	100
SCI Gestion Immobilière	Pont-l'Evêque, 14	379 204 704	100
Tipiak Inc	Stamford (USA)		100
Gesnoin España	Madrid		100

Note 5.– Immobilisations incorporelles.

Libellé	Ecart d'acquisition	Brevets et licences	Frais de développement	Divers	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	6 949	449	-	45	7 443
Sorties de périmètre					
Acquisitions		403		112	515
Diminutions et sorties		-31			-31
Transferts et reclassements		49		-49	0
Sorties de périmètre d'amortissements					
Dotations aux amortissements		-215			-215
Diminutions et sorties		34			34
Valeur nette comptable à la clôture	6 949	689	-	108	7 746

Détail des écarts d'acquisition par unité génératrice de trésorerie (UGT) :

Libellé	Valeur de l'écart à l'ouverture	Valeur de l'écart à la clôture
Secteur « Froid »	4 328	4 328
Secteur « Sec »	2 621	2 621
Total	6 949	6 949

Note 6.– Immobilisations corporelles.

Libellé	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Autres matériels	Acomptes et immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable à l'ouverture	19 103	24 325	769	1 310	45 507
dont immobilisations à céder					
Acquisitions	1 447	4 603	236	425	6 711
Diminutions et sorties		-1 205	-180		-1 385
Ecart de conversion					
Transferts et reclassements	228	872	2	-1 102	0
Dotations aux amortissements	-1 677	-3 865	-156		-5 698
Diminutions et sorties		1 017	148		1 165
Ecart de conversion			3		3
Amortissement de subventions d'investissement	45				45
Valeur nette comptable à la clôture	19 146	25 747	822	633	46 348

Dont biens financés par contrats de crédit-bail :

Libellé	Terrains et constructions	Installations techniques et outillages	Autres	Acomptes et immobilisations en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	17 392				17 392
Valeur nette à l'ouverture	10 766				10 766
Valeur brute à la clôture	17 806				17 806
Valeur nette à la clôture	10 474				10 474
Valeur des paiements futurs	9 706				9 706

Note 7.– Immobilisations financières.

Libellé	Participations non consolidées	Dépôts et cautionnements	Total
Valeur brute comptable à l'ouverture	12	60	72
Entrées		6	6
Sorties		-13	-13
Valeur brute comptable à la clôture	12	53	65
Dépréciation constatée			
Valeur nette comptable à la clôture	12	53	65

Note 8.– Stocks.

Libellé	2008	2007	2006
Matières premières :			
Au coût de revient	6 255	7 579	7 052
Valeur nette de réalisation	6 255	7 579	7 052
En cours de production :			
Au coût de revient	493	519	393
Valeur nette de réalisation	493	519	393
Produits finis :			
Au coût de revient	8 699	9 373	9 649
Valeur nette de réalisation	8 614	9 308	9 594
Dépréciations sur la base de la valeur nette	-760	-712	-722
Valeur totale des stocks au bilan	14 602	16 694	16 317

Note 9.– Clients.

Postes	2008	2007	2006
Clients et comptes rattachés en valeur brute	54 967	52 111	56 051
Effets remis à l'encaissement non échus	-	-	-
Provisions pour créances douteuses	-140	-118	-111
Montant net au bilan	54 827	51 993	55 940

Le Groupe a mis en place, en décembre 2006, un programme de financement par affacturage de ses créances commerciales portant sur l'ensemble des clients à l'exception de l'export. Au 31 décembre 2008, après un dépôt de garantie pour 4 095 K€, le montant des financements effectivement utilisés s'élève à 11 252 K€ et celui des financements disponibles non utilisés à 22 606 K€. Ces créances, conformément aux dispositions d'IAS 39, ne peuvent être comptabilisées comme cédées et sont donc maintenues au bilan. Leur contrepartie en termes de financement est présentée sous la rubrique « Partie à court terme des emprunts » au passif.

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

Note 10.– Autres créances.

Postes	2008	2007	2006
Créances sur personnel et organismes sociaux	110	99	77
Créances sur l'état	7 300	7 747	5 734
Autres débiteurs divers	814	2 780	1 320
Charges constatées d'avance	707	213	339
Montant au bilan	8 931	10 839	7 470

Les autres créances présentées ci-dessus ont une échéance inférieure à un an.

Note 11.– Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Libellé	2008	2007	2006
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	26	29	37
Disponibilités à l'actif	1 315	5 868	1 708
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 341	5 897	1 745

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants :

Libellé	2008	2007	2006
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	26	29	37
Disponibilités à l'actif	1 315	5 868	1 708
Concours bancaires	-297	-1 255	-7 105
Intérêts courus	-86	-84	-67
Trésorerie nette à la clôture	958	4 558	-5 427

Note 12.– Capitaux propres.

12.1. Composition du Capital social. – Le capital social est composé de 913 980 actions de 3 euros de nominal chacune. Le nombre d'actions en circulation a évolué de la manière suivante :

Libellé	Nombre d'actions
Actions en début d'exercice	913 980
Actions émises durant la période (note 12.2)	-
Actions à la fin de l'exercice	913 980

12.2. Information sur les options de souscription et d'achat d'actions. – Il a été levé 9 425 options d'achat au cours de la période. Un nouveau plan de 20 000 options d'achat a été décidé par l'Assemblée générale extraordinaire du 13 juin 2008. Des attributions d'options d'achat ont été effectuées, pour un total de 15 700 options.

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur des options est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black et Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuariaire. La charge est présentée en « Frais de personnel » (note 19).

Les options d'achat émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 décembre 2008 ont les caractéristiques suivantes :

En circulation au 31/12/2007		ATTRIBUTIONS 2008		RENONCIATIONS 2008		EXERCICES 2008		En circulation au 31/12/2008	
Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options
57.17	800					57.17	800	57.17	-
59.00	2400					59.00	625	59.00	1775
59.16	4000							59.16	4000
54.14	4800			54.14	900			54.14	3900
52.36	8000					52.36	8000	52.36	-
52.05	4900							52.05	4900
63.95	6250			63.95	600			63.95	5650
63.95	4000							63.95	4000
63.95	4000							63.95	4000
75.63	6950			75.63	700			75.63	6250
75.63	3500							75.63	3500
75.63	4500							75.63	4500
75.54	7000			75.54	600			75.54	6400
75.54	3500							75.54	3500
75.40	4500							75.54	4500
76.90	6700							76.90	6700
76.90	3800							76.90	3800
76.90	4200							76.90	4200
		65,97	7 700					65,97	7700
		65,97	8 000					65,97	8000
67.57	83 800		15 700		2 800	53,21	9 425	68,89	87 275

Le prix moyen de l'action à la date des levées s'élevait à : 74,96 €

OPTIONS d'ACHAT	Exercibles au 31/12/2007		Exercibles au 31/12/2008	
	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options
Plan 1998 Tranche 1998	57,17	800	57,17	-
Plan 1998 Tranche 2000	59,00	2 400	59,00	1 775
Plan 1998 Tranche 2001	59,16	4 000	59,16	4 000
Plan 1998 Tranche 2002	54,14	4 800	54,14	3 900
Plan 2003 Tranche 2003-1	52,36	8 000	52,36	-
Plan 2003 Tranche 2003-2	52,05	4 900	52,05	4 900
Plan 2003 Tranche 2004-1	63,95	4 688	63,95	5 650
Plan 2003 Tranche 2004-2	63,95	4 000	63,95	4 000
Plan 2004 Tranche 2004-3	63,95	4 000	63,95	4 000
Plan 2004 Tranche 2005-1	75,63	3 475	75,63	4 688
Plan 2004 Tranche 2005-2	75,63	3 500	75,63	3 500
Plan 2004 Tranche 2005-3	75,63	4 500	75,63	4 500
Plan 2005 Tranche 2006-1	75,54	1 750	75,54	3 200
Plan 2005 Tranche 2006-2	75,54	3 500	75,54	3 500
Plan 2006 Tranche 2006-3	75,54	4 500	75,54	4 500
Plan 2006 Tranche 2007-1			76,90	1 675
Plan 2006 Tranche 2007-2	76,90	3 800	76,90	3 800
Plan 2007 Tranche 2007-3	76,90	4 200	76,90	4 200
Plan 2007 Tranche 2008-2			65,97	8 000
Prix d'exercice moyen pondéré	65,69	66 813	66,33	69 788

Les options de souscription émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 décembre 2008 ont les caractéristiques suivantes :

OPTIONS de SOUSCRIPTION	En circulation au 01/01/2008		Attribuées en 2008		Exercées en 2008		En circulation au 31/12/2008	
	Prix d'exercice en euros	Nombre d'option	Prix d'exercice en euros	Nombre d'option	Prix d'exercice en euros	Nombre d'option	Prix d'exercice en euros	Nombre d'option
Plan 2000 Tranche 2002	56,81	8 000					56,81	8 000
Prix d'exercice moyen pondéré	56,81	8 000					56,81	8 000

OPTIONS de SOUSCRIPTION	Exerçables au 31/12/2007		Exerçables au 31/12/2008	
	Prix d'exercice en euros	Nombre d'option	Prix d'exercice en euros	Nombre d'option
Plan 2000 Tranche 2002	56,81	8 000	56,81	8 000
Prix d'exercice moyen pondéré	56,81	8 000	56,81	8 000

12.3. Opérations réalisées sur les actions propres. – Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée générale ordinaire du 13 juin 2008, la société a acheté 13 200 actions propres au cours de l'exercice 2008, pour un montant de 1 009 K€, soit un cours moyen d'achat par action de 76,41 €.

Libellé des opérations	Nombre de titres	Montant
A l'ouverture au 01/01/2008	87 337	5 855
Acquisitions de Tipiak SA dans le cadre des programmes de rachat d'actions	13 200	1 009
Attributions d'actions (levées d'options d'achat)	-9 425	-526
Acquisitions du contrat de liquidité	1 900	125
Cessions du contrat de liquidité	-1 704	-132
Provision pour dépréciation		-1 703
A la clôture au 31/12/2008	91 308	4 628

La valeur de ces actions propres est portée en moins des capitaux propres consolidés déduction faite des bonis et malis sur cession de propres titres réalisés lors des levées d'option d'achat (- 25 K€ en 2008). Au 31 décembre 2008, la société détient en propre 9,99 % du capital social.

12.4. Etat des profits et pertes comptables au titre de l'exercice

Libellé	2008	2007	2006
Variations de valeurs des instruments financiers utilisés comme couvertures de flux de trésorerie, net d'impôt différé	-388	39	131
Ecarts actuariels sur la provision d'indemnités de départs en retraites	-	250	-
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	-388	289	131
Résultat de l'exercice	4 731	5 869	4 001
Total des produits et charges comptabilisés au titre de l'exercice	4 343	6 158	4 132

12.5. Affectation du résultat 2008 .– La variation de la situation nette est présentée au chapitre IV. Les états financiers sont présentés avant répartition et ne reflètent pas le dividende qui sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale du 19 juin 2009 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 de distribuer en 2009 un dividende de 2,90 € par action au titre de l'exercice 2008.

Note 13.– Endettement financier net.

Tous les emprunts et dettes financières à moyen terme sont libellés en euros. Les avances conditionnées et la part financière du retraitement des contrats de location financement (crédits-bails immobiliers) sont portées dans ce poste.

Libellé	2008	2007	2006
Emprunts auprès des Etablissements de crédit	17 927	16 509	21 220
Dettes sur financements par contrat de location financement	6 867	7 382	3 522
Autres dettes	261	0	0
Dettes financières moyen terme	25 055	23 891	24 742
Partie courante des emprunts moyen terme	1 587	2 715	2 659
Partie courante sur locations financements	893	821	412
Partie courante sur locations	0	0	0
Concours bancaires et dettes rattachées	383	1 339	7 172
Financement lié à la titrisation/affacturation des créances (cf. note 9)	11 252	10 793	15 568
Autres dettes et dépôts	120	457	107
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	168	125	151
Dettes financières court terme	14 403	16 250	26 069

13.1. Variation des dettes financières

Libellé	au 01/01/2008	Variation concours bancaires courants	Nouvel Emprunt	Remboursement d'emprunts et dettes	au 31/12/2008
Emprunts auprès d'établissement de crédit, autres dettes	27 559		2 982	-3 138	27 403
Avances remboursables	450		90	-120	420
Financement par cession des créances	10 793		459		11 252
Intérêts courus sur concours bancaires	84	2			86
Concours bancaires	1 255	-958			297
Montant total	40 141	-956	3 531	-3 258	39 458

13.2. Analyse par échéance à plus d'un an des dettes financières moyen terme

Echéances	2008	2007	2006
2010 / 2009	3 431	2 018	4 721
2011 / 2010	4 510	2 962	1 610
2012 / 2011	5 239	4 034	2 531
2013 / 2012	4 931	4 758	3 577
Plus de 5 ans	6 944	10 119	12 303
Montant total	25 055	23 891	24 742

13.3. Ventilation des emprunts par nature de taux

Libellé	2008	2007	2006
Non soumis à intérêts (Intérêts courus, aides)	549	666	325
Taux variables (voir instruments financiers et couvertures note 13.4)	38 478	38 629	46 840
Taux fixes	431	846	3 646
De 0 à 5 % (inclus)	431	846	3 646
De 5 % à 10 % (inclus)			
Montant total	39 458	40 141	50 811

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, essentiellement l'Euribor.

13.4. Instruments financiers. – Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux qui découle de son activité industrielle et commerciale. Le Groupe gère son risque de contrepartie en ne s'engageant que sur des opérations avec ses partenaires bancaires.

13.4.1. Risque de change. – Le Groupe utilise des instruments de change pour couvrir les transactions libellées en devises étrangères.

13.4.2. Risque de taux. – Le Groupe utilise des instruments de gestion du risque de taux pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition de la dette entre dette à taux fixe et dette à taux variable (note 13.3).

Les contrats d'échange (« swaps ») de taux d'intérêts permettent au Groupe d'échanger le taux d'une dette contractée en taux variable contre du taux fixe et donc d'emprunter à taux fixe. Le Groupe et sa contrepartie échangent à intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculée sur la base du montant notionnel du swap.

13.4.3. Comptabilisation des couvertures. – Le Groupe classe en couvertures les opérations qui respectent les obligations de IAS 39. Ces opérations sont alors qualifiées :

- de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) : les variations de valeur du dérivé et de l'élément couvert sont enregistrées en résultat sur la même période.

ou

- de couverture de flux de trésorerie (Cash Flow Hedge) : les variations de valeur de la partie efficace du dérivé sont enregistrées dans les capitaux propres (en réserves).

13.4.4. Liste des instruments financiers de couverture de taux au 31 décembre 2008

Nature	Montant origine	Montant au 31/12	Conditions (Tipiak payeur du fixe)	Date départ	Date échéance	Valeur au 31/12	Couverture au sens IFRS	Impact brut sur résultat	Impact brut sur réserves
Swap	1 600 K€	-	Euribor 3M contre 2,99%	1 avril 2004	1 avril 2008	0	Oui	-5	
Swap	2 571K€	1 607 K€	Euribor 3M contre 2,91%	15 juillet 2006	15 janvier 2010	2	Oui		-51
Swap	5 175 K€	2 872 K€	Euribor 3M contre 2,89%	30 mai 2006	28 février 2010	-10	Oui		-110
Swap	4 500 K€	4 500 K€	Euribor 3M contre 2,93%	30 juin 2006	30 décembre 2009	-29	Non	-153	
Tunnel (1)	7 500 K€	-	2,56 % < taux < 4,30 %	30 mars 2007	30 mars 2010	0	Non	-91	
Swap	9 000 K€	-	Euribor 3M contre 3,84 %	30 mars 2010	30 mars 2015	-146	Oui		-308
Tunnel (2)	9 000 K€	-	3.7 % <taux < 4.29 %	30 mars 2010	30 décembre 2013	-144	Non	-219	
Tunnel	11 500 K€	12 000k€	3 % < taux < 3.98 %	30 juin 2008	30 mars 2010	-117	Non	-117	
Swap	5 000 K€	-	Euribor 3M contre 4,02 %	1 avril 2009	01 avril 2013	-199	Oui		-199
Total						-643		-585	-668

(1) Le Tunnel de 7 500 K€ a été remplacé par le tunnel de 12 000 k€ à effet au 30 juin 2008.

(2) Le tunnel entoure l'Euribor 6 mois pour un montant progressif semestriel à partir du 30 mars 2007 de 6 500 K€ à 13 000 K€ à l'échéance du 30 mars 2010.

13.5. Covenants bancaires.— Certains emprunts sont assortis de « Covenants », permettant à nos partenaires bancaires de renégocier leurs engagements. Au 31 décembre 2008, le Groupe respecte les covenants ci-dessous.

Capital restant dû fin 2008	Ratios à respecter
431	Dettes financières conso / Fonds propres < 1,2 ; dettes financières / CAF < 3,5
3 300	Dettes financières conso à + 1 an / Fonds propres conso < 1 ; sinon respect majoration du taux 0.15 pt
5 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3 ; dettes financières / CAF < 4
4 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3 ; dettes financières / CAF < 4
2 570	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3 ; dettes financières / CAF < 4
2 500	Dettes financières conso à + 1 an/Situation nette comptable<1 ; dettes financières à +1an/CAF<3.5 jusqu'au premier amortissement puis 3
17 801	Total des emprunts assortis de « covenants »

Note 14.— Autres dettes et créditeurs.

Toutes les dettes analysées ci-dessous ont une échéance inférieure à un an.

Libellé	2008	2007	2006
Personnel et organismes sociaux	8 686	8 952	7 562
Etat	2 135	3 272	1 638
Autres dettes	1 153	-	109
Montant net	11 974	12 224	9 309

Note 15.— Provisions pour avantages au personnel.

Libellé	2008	2007	2006
Indemnités de départ à la retraite	1 833	1 665	1 854
Médailles du travail	394	373	373
Total des provisions pour avantages au personnel	2 227	2 038	2 227

15.1. Indemnités de départ à la retraite :

Libellé	2008	2007	2006
I. Actifs financiers de couverture :	Néant	Néant	Néant
Valeur fin d'exercice	-	-	-
II. Provision renseignée au bilan :			
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par actifs financiers (dette actuarielle)	1 833	1 665	1 854
Valeur des actifs financiers	-	-	-
Valeur actuarielle engagements non couverts	-	-	-
Gains et pertes actuariels non reconnus	-	-	-
Provision au bilan	1 833	1 665	1 854
III. Composantes de la charge annuelle :			
Coût des services Rendus	121	157	146
Charge d'intérêt sur la dette actuarielle	93	70	77
Rendement attendu des actifs	-	-	-
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat	-	-	-
Charges de l'exercice	214	227	223
IV. Variation des provisions au bilan :			
Début d'exercice	1 665	1 854	1 826
Variation de périmètre	-	-	-
Décassements	-46	-40	-195
Charges de l'exercice	214	227	223
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves	-	-376	-
Provision à la clôture	1 833	1 665	1 854
Principales hypothèses actuarielles :			
Taux d'actualisation	5,2%	5,2%	3,5%
Taux d'inflation	2,3%	2,3%	2%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	3,05%	3,05%	2,5%
Cumul des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres	243	243	
Age départ en retraite :			
Cadres	63 ans	63 ans	63 ans
Non cadres	60 ans	60 ans	60 ans

Note 16.– Tableau de variation des provisions.

Libellé	Avantages du personnel (Cf note 15)	Autres Risques	Total
Valeur brute à l'ouverture	2 038	490	2 528
Dotations	259	209	468
Reprises	-	-	-
Utilisations	-70	-351	-421
Variations de périmètre	-	-	-
Capitaux propres	-	-	-
Valeur brute au 31/12/2008	2 227	348	2 575

Les autres provisions portent sur des contentieux en cours.

Note 17.– Garanties, cautions données ou reçues et éventualités.

17.1. Engagements reçus.– Dans le cadre de leur activité, les sociétés du Groupe ont reçu des engagements des partenaires financiers à hauteur de 349 K€. Ils représentent des cautions douanières, crédits documentaires et autres cautions.

Libellé	2008	2007	2006
Avals, cautions, garanties reçues de sociétés non consolidées	-	-	-
Autres engagements reçus	349	206	99
Total des engagements reçus	349	206	99

17.2. Engagements donnés.– Au 31 décembre 2008, le Groupe n'a pas d'engagements donnés à des tiers, en dehors de « covenants » bancaires.

Note 18.– Informations sectorielles.

18.1. Secteurs d'activité :

Exercice 2008	Secteur « Sec »	Secteur « Froid »	Non affectés	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	59 866	103 919		-952	162 833
Dont ventes externes	58 914	103 919			162 833
Dont ventes inter - secteur	952			-952	0
Résultat opérationnel	4 735	5 772	-27		10 480
Actifs	52 393	79 017	2 470		133 880
Passifs	27 732	36 625	34 828		99 185
Investissements corporels et incorporels	2 031	4 392	809		7 232
Amortissements / dépréciations	2 066	4 147			6 213
Effectif en équivalent temps plein	248	904	39		1 191

- les passifs « non affectés » correspondent principalement au financement des activités du Groupe.

Exercice 2007	Secteur « Sec »	Secteur « Froid »	Non affectés	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	53 138	102 469		-807	154 800
Dont ventes externes	52 331	102 469			154 800
Dont ventes inter - secteur	807			-807	0
Résultat opérationnel	4 725	4 540	1 612		10 875
Actifs	47 585	82 048	8 827		138 460
Passifs	30 464	41 824	32 525		104 813
Investissements corporels et incorporels	3 136	8 170	1 439		12 745
Amortissements / dépréciations	1 896	3 848			5 744
Effectif en équivalent temps plein	244	964	36		1 244

- Le résultat opérationnel « non affecté » correspond au résultat de la cession des actifs immobiliers du site de Saint-Herblain.

- les passifs « non affectés » correspondent au financement des activités du Groupe.

Exercice 2006	Secteur « Sec »	Secteur « Froid »	Non affectés	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	47 079	91 739	10	-449	138 379
Dont ventes externes	46 640	91 739			138 379
Dont ventes inter - secteur	439		10	-449	0
Résultat opérationnel	3 773	3 286	229		7 288
Actifs	43 050	86 611	2 489		132 150
Passifs	22 300	48 265	32 936		103 501
Investissements corporels et incorporels	2 525	5 651	295		8 471
Amortissements / dépréciations	1 646	3 520			5 166
Effectif en équivalent temps plein	232	872	33		1 137

- Les passifs « non affectés » correspondent au financement des activités du Groupe.

18.2. Secteurs géographiques :

Exercice 2008	France	Export	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	147 626	15 207	-	162 833
Actifs sectoriels	133 025	855	-	133 880
Investissements corporels et incorporels	7 232	-	-	7 232

Exercice 2007	France	Export	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	140 307	14 493	-	154 800
Actifs sectoriels	137 583	877	-	138 460
Investissements corporels et incorporels	12 745	-	-	12 745

Exercice 2006	France	Export	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires net	124 305	14 074	-	138 379
Actifs sectoriels	131 369	781	-	132 150
Investissements corporels et incorporels	8 471	-	-	8 471

Note 19.– Personnel.

- Tableau des effectifs par statut au 31 décembre :

Catégories	2008	2007	2006
Cadres	132	120	105
Agents de maîtrise	92	81	75
Employés	98	102	97
Agents de production	606	606	563
Effectif total au 31 décembre	928	909	840
dont contrats à durée déterminée	90	55	32
Effectif moyen annuel en équivalent temps plein (intérim compris)	1 191	1 244	1 137

- Détail des frais de personnel :

Libellé	2008	2007	2006
Salaires et traitements	30 484	29 954	26 746
Charges sociales et formation	11 721	11 676	10 840
Impôts et taxes sur rémunérations	938	866	777
Personnel extérieur	3 939	3 963	3 812
Avantages aux personnels donnant lieu à des provisions	188	189	28
Rémunérations en actions	238	347	354
Participation et intéressement	898	1 341	635
Total des frais de personnel	48 406	48 336	43 192

- Rémunérations des principaux dirigeants :

Libellé	2008	2007	2006
Avantages du personnel à court terme	1 118	934	874
Avantages postérieurs à l'emploi	388	348	341
Indemnités de fin de contrat de travail	540	431	416
Paiement fondé sur les actions	190	261	270
Total	2 236	1 974	1 901

- Transactions avec les principaux Dirigeants et Mandataires sociaux :

Administrateur	Poste	2008	2007	2006
Société Maison GROULT	Honoraires	-	11	11

Il a été mis fin, avec effet au 1^{er} janvier 2008, au contrat de prestation pour la recherche et la promotion des produits à base de tapioca entre la société Maison GROULT et la société TIPIAK.

Aucune transaction n'a été réalisée avec les dirigeants du groupe.

Note 20. – Résultat financier.

Libellé	2008	2007	2006
Charge d'intérêts brute	2 171	2 227	1 754
(dont escomptes financiers accordés)	243	270	171
Différences positives ou négatives de change	35	72	-28
Produits sur valorisations des instruments financiers non classés comme instruments de couverture	586	-104	-325
Revenus sur créances et autres produits financiers	-1	-24	-74
Charge financière nette	2 791	2 171	1 327

Note 21.– Impôts sur les résultats et impôts différés.

21.1. Charge d'impôts.– Toutes les sociétés consolidées, à l'exception de la société Tipiak Inc., ont opté pour le régime d'intégration fiscale. Le résultat fiscal consolidé est établi en conséquence.

Les impôts différés, déterminés suivant la méthode du « Report variable », proviennent des différences temporaires qui résultent d'opérations déjà réalisées par l'entreprise, ayant des conséquences fiscales positives ou négatives, autres que celles déjà prises en compte pour le calcul de l'impôt exigible et appelées à se manifester par une différence future entre le résultat fiscal et le résultat comptable de l'entreprise. De telles différences futures apparaissent lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Libellé	2008	2007	2006
Charge d'impôts courants	-2 277	-2 640	-1 451
Produit ou (charge) d'impôts différés	-681	-195	-509
Charge nette d'impôts	-2 958	-2 835	-1 960

21.2. Justification de l'impôt de l'exercice :

Libellé	2008	2007
Impôts sur les résultats fiscaux français	-2 025	-2 560
Complément d' IS 1994	-209	-
Impôts à l'étranger	-43	-80
Impôts différés (voir note 21.3)	-681	-195
Charges d'impôt sur le résultat consolidé	-2 958	- 2 835
Effets de la différence permanente entre résultat consolidé et résultats sociaux	130	186
Taxation de résultats de société étrangère à des taux différents	-4	17
Incidence des variations de taux (report variable)	-	-
Incidence de la réduction du taux d'IS sur la plus value de cession	-	-342
Complément d' IS 1994	209	-
Impôt théorique (*)	-2 623	- 2 974

(*) Impôt calculé au taux de 34,11 %, correspondant au taux légal de 33,33 % et à l'application de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %. Ce taux est appliqué au résultat brut comptable de 7 689 K€.

21.3 - Impôts différés.— Les sources d'impôts différés au 31 décembre sont les suivantes :

Libellé	2008	2007	2006	Variation ayant un impact sur le résultat	Variation ayant un impact sur les réserves ou autres
Impôts différés actifs :					
Liés à des différences temporelles	353	409	254		
Liés à la provision pour départs à la retraite	613	557	620		
Instruments financiers	187				
Autres impôts différés	14	19	17		
Compensation	-1147	-963	-861		
Total des impôts différés actifs	20	22	30	-8	
Impôts différés passifs :					
Liés à des différences temporelles					
Instruments financiers		204	150		
Provision pour dépréciation propres titres	570				
Amortissements dérogatoires	3 620	3 027	2 465		
Autres provisions réglementées	176	176	129		
Juste valeur des immobilisations et activation des locations	2 115	2 425	2 635		
Autres impôts différés	77	60	75		
Compensation	-1 147	-963	-861		
Total des impôts différés passifs	5 411	4 929	4 593	-187	-149
Total impôts différés nets et variations	5 391	4 907	4 563	-195	-149

Les variations d'impôts différés qui n'affectent pas le résultat concernent la valorisation des instruments financiers portées en réserves.

Note 22.— Autres charges externes.

Libellé	2008	2007	2006
Energie, produits consommables et maintenance	9 719	9 330	8 509
Transport et logistique	8 849	8 131	7 546
Campagnes de publicité	2 295	2 378	2 116
Frais études et recherches, documentation	1 831	1 742	1 663
Locations simples	2 090	1 620	1 472
Assurances	633	694	667
Honoraires	1 095	968	886
Frais de déplacements	788	775	737
Frais postaux et télécommunications	424	382	403
Autres	1 418	1 308	1 097
Montant net	29 142	27 328	25 096

Note 23.– Autres produits et charges.

Libellé	2008	2007	2006
Cessions d'immobilisations		1 495	179
Indemnités, refacturations diverses	54	104	167
Reprise provisions pour charges			93
Subventions d'exploitation	77	55	44
Autres produits divers	19	17	34
Total autres produits	150	1 671	517
Cessions d'immobilisations	-199		
Jetons de présence	-180	-120	-120
Pertes sur créances irrécouvrables	-18	-4	-30
Dotations aux provisions pour charges		-	-
Autres charges	-160	- 279	- 107
Total autres Charges	-557	- 403	- 257

Le site industriel de Saint-Herblain a été cédé en fin d'année 2007.

Note 24.– Résultat par action.

Libellé	2008	2007	2006
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	4 731	5 869	4 001
Nombre d'actions en circulation	913 980	913 980	889 480
Résultat net par action (en euros)	5,74	7,16	4,92
Effet dilutif des options de souscription	6 086	12 156	18 573
Résultat dilué par action (en euros)	5,69	7,06	4,81

Note 25.– Gestion du risque financier

– Clients et comptes rattachés

Postes	2008	2007	2006
Clients et comptes rattachés en valeur brute	54 967	52 111	56 051
Provisions pour créances douteuses	-140	-118	-111
Montant net au bilan	54 827	51 993	55 940
Créances échues au 31 décembre	961	1 094	959
(dont créances export)	(400)	(645)	(350)
% des créances échues sur créances mobilisables	1.71%	2.11%	1.70%

Les délais de paiement moyen des créances clients varient entre 48 et 72 jours selon les secteurs d'activité. Le montant de la dotation aux provisions pour créances douteuses s'élève à 35 k€ en 2008 et 10 K€ en 2007.

- Autres risques :

Libellé	31/12/2008	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	65				65
Créances clients	54 827			54 827	
Autres créances (1)	8 931			8 931	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 341				1 341
Libellé	31/12/2008	Risque de crédit	Risque de liquidité	Risque de taux	Risque de change
Autres titres de participation	65	65			
Créances clients	54 827	52 520			
Autres créances	8 931	8 931			
Disponibilités	1 341	1 341			
Fournisseurs et comptes rattachés	-39 645		-39 645		
Dettes fiscales et sociales	-10 826		-10 826		
Crédit bail	-7 760		-7 760		
Emprunts auprès des établissements de crédit	-19 108		-19 108		
Concours bancaires	- 383		-383		
Autres emprunts	-11 252		-11 252		

(1) hors instruments dérivés (cf note 13.4)

Libellé	31/12/2007	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	65				65
Créances clients	51 993			51 993	
Autres créances (1)	10 229			10 229	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 897				5 897
Libellé	31/12/2007	Risque de crédit	Risque de liquidité	Risque de taux	Risque de change
Autres titres de participation	65	65			
Créances clients	51 993	49 223			378
Autres créances	10 839	10 839			
Disponibilités	5 897	5 897			101
Fournisseurs et comptes rattachés	-45 518		-45 518		-497
Dettes fiscales et sociales	-12 224		-12 224		
Crédit bail	-8 203		-8 203		
Emprunts auprès des établissements de crédit	-19 806		-19 806	-2 223	
Concours bancaires	-1 339		-1 339		-73
Autres emprunts	-10 793		-10 793		

(1) hors instruments dérivés (cf note 13.4)

- Risques de change :

Libellé	Au 31/12/2008	
	Devise USD	Devise GBP
Créances commerciales	67	147
Dettes fournisseurs	- 347	- 1
Trésorerie	-27	165
Exposition bilancielle brute	- 307	311
Ventes prévisionnelles estimées	2 319	1 210
Achats prévisionnels estimés	- 3 149	- 94
Exposition brute	- 830	1 116
Contrats de change à terme	620	- 600
Exposition nette	- 517	827

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Tipiak S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Tests de dépréciation :

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 3.3 et 5 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.3 et 5 donnent une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux comptes

Nantes, le 6 avril 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Franck Noël
Associé

La Roche-sur-Yon, le 6 avril 2009

Atlantique Révision Conseil - A.R.C.

Jacques Delpech
Associé

COMPTES SOCIAUX TIPIAK SA

I.– Bilan au 31 décembre 2008 (avant répartition).
(en euros)

Actif	Notes	2008			2007
		Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé					
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Frais d'établissement					
Frais recherche et développement					
Concessions, Licences, Brevets,...		3 034 486	2 471 669	562 817	301 912
Fonds commercial (1)		227 149	227 149	0	0
En cours, Avances et acomptes		111 849		111 849	45 493
<u>Immobilisations corporelles</u>					
Terrains et aménagements		342 007	68 882	273 125	277 127
Constructions		4 591 629	3 091 317	1 500 312	1 446 746
Installations techniques, Matériel et Outillage		19 720	5 791	13 929	0
Autres immobilisations corporelles		808 625	650 076	158 549	111 573
Immobilisations en cours		66 995		66 995	-
Avances et acomptes		450		450	68 747
<u>Immobilisations financières (2)</u>					
Participations		31 749 661	3 811 226	27 938 435	27 938 435
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés		458		458	458
Prêts					
Autres immobilisations financières		11 023		11 023	13 479
Total actif immobilisé	1	40 964 052	10 326 110	30 637 942	30 203 970
<u>Stocks et en-cours</u>		-		-	-
<u>Avances et acomptes versés sur commandes</u>					
<u>Créances (3)</u>	2				
Clients et comptes rattachés		2 672 682	82 657	2 590 025	2 097 672
Autres créances		15 534 729		15 534 729	9 789 470
<u>Valeurs mobilières de placement</u>	3	6 349 714	1 708 803	4 640 911	5 873 534
<u>Disponibilités</u>		206 599		206 599	5 681 775
<u>Charges constatées d'avance (3)</u>	4	607 925		607 925	125 827
Total actif circulant		25 371 649	1 791 460	23 580 189	23 568 278
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Écarts de conversion actif	9	753		753	249
Total général		66 336 454	12 117 570	54 218 884	53 772 497
(1) dont droit au bail.				-	-
(2) dont à moins d'un an.				-	-
(3) dont à plus d'un an.				-	-

I.– Bilan au 31 décembre (avant répartition) suite
(en euros)

Passif	Notes	2008	2007
<u>Capital social (dont versé 2 741 940 €)</u>	5	2 741 940	2 741 940
<u>Primes d'émission, de fusion, d'apport</u>		10 946 381	10 946 381
<u>Réserves</u>			
Réserve légale (1)		274 194	263 996
Réserves réglementées (1)		0	0
Autres réserves		648 450	648 450
<u>Report à nouveau</u>		11 339 057	9 014 016
<u>Résultat de l'exercice</u>		2 605 603	4 755 707
<u>Subventions d'investissements</u>		265 428	285 114
<u>Provisions réglementées</u>	6	253 295	187 284
Total capitaux propres		29 074 348	28 842 888
<u>Provisions pour risques et charges</u>	7	237 928	643 536
Emprunts et dettes, établissements de crédit (2)		22 486 271	19 611 466
Emprunts et dettes financières diverses (3)		0	785 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		912 719	1 371 688
Dettes fiscales et sociales		1 267 053	2 342 937
Autres dettes		50 000	30 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		190 565	144 971
<u>Produits constatés d'avance</u>		0	0
Total dettes	8	24 906 608	24 286 062
<u>Écarts de conversion passif</u>	9	0	11
Total général		54 218 884	53 772 497
<i>(1) dont réserves réglementées plus-values à long terme</i>		-	-
<i>(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques</i>		2 834 013	308 117
<i>(3) dont emprunts participatifs</i>		-	-

II.– Compte de résultats au 31 décembre 2008
(en euros)

	Notes	2008	2007
Montant net du chiffre d'affaires	11	10 317 684	9 057 894
Production stockée		0	0
Production immobilisée			
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges	12	666 302	690 068
Subventions d'exploitation		0	0
Autres produits		1 131 891	919 608
Total produits d'exploitation		12 115 877	10 667 570
Achats matières premières et autres approvisionnements		118 190	111 323
Variation des stocks (matières premières et approvisionnements)		0	0
Autres achats et charges externes	13	4 065 676	3 075 399
Impôts, taxes et versements assimilés		448 653	453 535
Salaires et traitements	14	2 068 713	1 859 841
Charges sociales		949 912	891 633
Dotations aux amortissements et provisions :			
Sur immobilisations, dotations aux amortissements		364 721	646 955
Sur immobilisations, dotations aux provisions		0	0
Sur actif circulant, dotations aux provisions		0	0
Pour risques et charges, dotations aux provisions		3 500	3 000
Autres charges		209 209	131 027
Total charges d'exploitation		8 228 574	7 172 713
Résultat d'exploitation		3 887 303	3 494 857
Produits financiers de participations (3)		1 314 446	1 211 018
Produits autres valeurs mobilières, créances de l'actif immobilisé		13 208	25 238
Autres intérêts et produits assimilés (3)		529 291	389 140
Reprises sur provisions et transferts de charges		35 945	0
Différences positives de change		98 232	27 958
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 547	6 291
Total produits financiers		1 992 669	1 659 645
Dotations financières aux amortissements et provisions		1 709 556	3 983
Intérêts et charges assimilées (4)		855 483	1 094 353
Différences négatives de change		149 358	64 514
Total charges financières		2 714 397	1 162 850
Résultat financier	15	-721 728	496 795
Résultat courant avant impôts		3 165 575	3 991 652

II.– Compte de résultats (suite)
(en euros)

	Notes	2008	2007
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		22 623	89 041
Produits exceptionnels sur opérations en capital			6 472 271
Reprises sur provisions et transferts de charges		606 954	32 989
Total produits exceptionnels		629 577	6 594 301
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		27 676	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		264 428	4 442 561
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		288 353	509 107
Total charges exceptionnelles		580 457	4 951 668
Résultat exceptionnel	16	49 120	1 642 633
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	14	51 961	68 600
Impôts sur les bénéfices	17	557 131	809 978
Total des produits (1)		14 738 123	18 921 516
Total des charges (2)		12 132 520	14 165 809
Bénéfice		2 605 603	4 755 707
<i>(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs</i>		-	-
<i>(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs</i>		-	-
<i>(3) dont produits concernant les entreprises liées</i>		1 843 737	1 600 158
<i>(4) dont charges concernant les entreprises liées</i>		-	9 327

III.- Projet d'affectation du résultat.

L'affectation du résultat proposé est conforme à la loi et à nos statuts :

Bénéfice net de l'exercice	2 605 603 €
Report à nouveau	11 339 057 €
A la réserve légale	0 €
Aux actionnaires, à titre de dividendes, à concurrence de	2 650 542 €
Le solde en « report à nouveau », soit	11 294 118 €
Le dividende revenant à chaque action est ainsi fixé à	2,90 €

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1er juillet 2009.

Il est précisé que, lors de leur mise en paiement, les dividendes correspondant aux actions détenues par la société seront déduits du dividende global et affectés en «report à nouveau ».

Nous vous rappelons que, pour les trois exercices précédents, le montant du dividende versé par action a été le suivant :

Exercice	Dividende par action (en €)	Abattement (1)
2007 (versé en 2008)	2,90	40 %
2006 (versé en 2007)	2,64	40 %
2005 (versé en 2006)	2,40	40 %

(1) A compter du 1^{er} janvier 2006, le dividende ouvre droit aux actionnaires personnes physiques à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant.

IV.– Annexe des comptes sociaux

Préambule.

La société Tipiak SA, maison mère du Groupe Tipiak, est cotée sur EuroNext (Compartiment C).

Le Groupe détient des positions de leader sur des marchés variés : aides-culinaires, accompagnements céréaliers, plats cuisinés surgelés, produits traiteur-pâtissier, panification. Il emploie 928 personnes réparties dans le grand Ouest sur sept sites industriels rattachés à deux secteurs, le secteur « sec » et le secteur « froid » regroupant chacun, respectivement, les pôles d'activité « Epicerie » et « Panification » et les pôles « Plats Cuisinés Surgelés » et « Traiteur Pâtissier ».

- Pôle Epicerie : Saint-Aignan de Grand Lieu (44)
- Pôle Panification : Pont l'Évêque (14)
- Pôle Traiteur Pâtissier : Saint-Herblain (44), Malville (44), Pont-Château (44)
- Pôle Plats Cuisinés Surgelés : Fouesnant (29), Marans (17)

L'appréciation économique et financière du Groupe Tipiak doit être faite à partir des comptes consolidés du Groupe.

Les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2008, ont été établis dans le respect des principes et méthodes retenus par le Code de commerce, du décret du 29 novembre 1983, ainsi que du plan comptable général (règlement CRC 99.03). Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

Les données chiffrées communiquées dans l'annexe sont en milliers d'euros.

Faits marquant de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

La société a poursuivi son activité de prestataire de services au profit de ses filiales.

La société Tipiak a constaté, sur la période, une provision pour dépréciation des titres de placement (actions propres) pour un montant de 1 709 k€.

A date, il n'existe, à la connaissance de l'entreprise, aucun événement postérieur à la clôture des comptes, aucun fait exceptionnel, ni aucun litige susceptible de modifier ou d'affecter de manière significative, les résultats ou la situation financière de la société.

Note 1.– Actif immobilisé.

1.1. Immobilisations incorporelles.– Les fonds commerciaux, licences, brevets et autres immobilisations incorporelles acquis, sont enregistrés au coût d'achat. Ils sont amortis linéairement sur une durée maximale de 10 ans. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie économique estimée ; les logiciels informatiques sont ainsi amortis sur une durée comprise entre 3 et 5 ans. Les frais de dépôts de marques font l'objet d'une provision lorsque la marque est protégée et non utilisée. Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

1.2 Immobilisations corporelles.– Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés selon le mode linéaire. Les biens bénéficiant du régime dégressif ont donné lieu à la comptabilisation d'amortissements dérogatoires pour la partie excédant l'amortissement linéaire.

Les amortissements de dépréciation retenus pour la détermination du résultat courant sont calculés sur la durée réelle d'utilisation :

Constructions	15 à 20 ans
Matériels et installations industriels	5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

1.3. Participations et autres titres ou créances immobilisées.– Les immobilisations financières correspondent à la valeur brute des titres de participation pour leur valeur historique d'acquisition, dans des sociétés consolidées ou non, aux « Dépôts et cautionnements » et à divers prêts.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque sa valeur d'inventaire ou d'utilité est inférieure à sa valeur d'inscription à l'actif. Cette valeur est déterminée en fonction des flux de trésorerie futurs attendus.

1.4. Variations des immobilisations

Postes	Valeur au 31/12/2007	Entrées	Sorties	Valeur au 31/12/2008
Fonds de commerce	227			227
Autres immobilisations incorporelles (1)	2 649	417	32	3 034
Immobilisations en cours	45	92	25	112
Total immobilisations incorporelles	2 921	509	57	3 373
Terrains	342			342
Constructions	4 392	200		4 592
Installations techniques, matériel et outillage	5	15		20
Autres immobilisations	745	104	40	809
Immobilisations en cours	69	67	69	67
Total immobilisations corporelles	5 553	386	109	5 830
Participations (note 1.6)	31 750			31 750
Créances rattachées à des participations	0			0
Autres titres immobilisés	8		8	0
Dépôts et cautionnements	13		2	11
Total immobilisations financières	31 771		10	31 761
Total actif immobilisé	40 245	895	176	40 964

(1) Les « autres immobilisations incorporelles » correspondent principalement aux progiciels informatiques.

1.5. Variation des amortissements et provisions :

Postes	au 31/ 12/2007	Dotations	Diminutions	au 31/12/2008
Fonds de commerce	227			227
Autres immobilisations incorporelles	2 348	156	32	2 472
Sur immobilisations incorporelles	2 575	156	32	2 699
Terrains	65	4		69
Constructions	2 945	146		3 091
Installations techniques	5	1		6
Autres immobilisations	633	57	40	650
Sur immobilisations corporelles	3 648	208	40	3 816
Participations (note 1.6)	3 811			3 811
Autres titres immobilisés	8		8	-
Dépôts et cautionnements	-			-
Sur immobilisations financières	3 819		8	3 811
Total amortissements et provisions	10 042	364	80	10 326

1.6. Liste des filiales et participations

Filiales et participations à 50 %	Tipiak Epicerie SAS	Tipiak Plats Cuisinés Surgelés SAS	Tipiak Traiteur- Pâtissier SAS	Tipiak Panification	Tipiak Inc (en KUSD)
Capital social	1 282	731	336	1 000	1
Capitaux propres incluant capital social et résultat (avant répartition)	9 397	6 037	12 675	6 571	859
Quote-part du capital détenu	100 %	100 %	100%	100%	100 %
Valeur comptable des titres détenus					
Brute	2 177	18 996	3 810	6 678	1
Nette	2 177	15 185	3 810	6 678	1
Prêts et avances, comptes courants	5 476	3 500	4 792	1 300	11
Montant cautions et avals	-	-	762	-	-
Résultat de la dernière situation (1)					
Dividendes encaissés au cours de l'exercice par la société	561	-	735	-	-
CA net facturé (HT) de l'exercice écoulé	82 403	70 109	56 427	22 256	3 871

(1) Pour des raisons de confidentialité commerciale, les résultats des sociétés ne sont pas fournis.

1.7. Immobilisations financées par crédits-bails :

Crédits-bails immobiliers	2008	2007
Valeur d'origine	12 906	8 122
Nouveaux contrats	413	4 784
Redevances payées :		
Sur exercices antérieurs	8 495	7 843
Au cours de l'exercice	1 181	652
Redevances restant à payer (1) :		
A un an	1 177	1 066
A plus d'un an et 5 ans au plus	4 612	4 278
A plus de 5 ans	3 558	4 642
Valeur résiduelle	171	171
Montant pris en charge dans l'exercice	1 181	652
Amortissements qui auraient été pratiqués en cas d'acquisition :		
Cumul des exercices antérieurs	5 222	4 724
Dotation de l'exercice	661	498
Cumul au terme de l'exercice	5 883	5 222

(1) Le montant des redevances de certains contrats, indexés sur du taux variable, évolue en fonction des taux

Note 2.– Créances.

Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable :

Postes	2008	2007
Clients, comptes ordinaires	2 589	2 096
Clients, créances douteuses	84	85
Clients, effets à recevoir	-	-
Effets remis à l'encaissement, non échus	-	-
Provisions sur créances douteuses	- 83	- 83
Clients et comptes rattachés	2 590	2 098
Créances détenues sur l'Etat	270	176
Créances sociales	2	-
Autres débiteurs divers	15 263	9 613
Provisions	-	-
Autres créances	15 535	9 789
Total des créances nettes	18 125	11 887

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 1 an. Les « autres débiteurs divers » concernent des avances en compte - courant au sein du Groupe (13 706 K€), des créances liées à l'intégration fiscale (1 468 K€) et à diverses créances (89 K€).

Note 3.– Valeurs mobilières de placement.

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Les provisions éventuelles sont déterminées par comparaison entre cette valeur et les cours moyens de décembre pour les titres cotés ou la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice pour les autres titres.

Au 31 décembre 2008, la société détient 90 245 actions propres pour un montant de 6 267 K€ répondant au critère de classement en « valeurs mobilières de placement ». La valeur moyenne comptable par action ressort à 69,44 €. Le cours de cotation moyen de décembre 2008 s'élève à 50,61 €. Il a été constaté une provision pour dépréciation d'un montant de 1 700 K€. La société détient également, à travers un contrat de liquidité passé avec un animateur de marché, 1 063 autres actions propres pour un montant de 63 K€. La provision pour dépréciation de ces actions s'élève à 9 K€.

Note 4.– Comptes de régularisation.

Le poste « Charges constatées d'avance » (608 K€) est relatif aux charges d'exploitation imputables sur le prochain exercice.

Note 5.– Capital social.

Au 31 décembre, le capital social s'établit à 2 741 940 € entièrement libéré.

Libellé	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital au 1 ^{er} janvier 2008	913 980	3 €
Actions émises pendant l'exercice :		
Par augmentation de capital	-	-
Par division du nominal	-	-
Par levées d'options de souscription	-	-
Actions composant le capital au 31 décembre 2008	913 980	3 €

Au 31 décembre 2008, la société détient au total 91 308 actions propres (dont les titres détenus dans le contrat de liquidité), soit 9,99 % capital social, classées en valeurs mobilières de placement (note 3).

Variation des capitaux propres avant subventions et provisions réglementées (note 6) :

Libellé	Capital	Primes	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report	Résultat	Capitaux propres
Au 1^{er} Janvier 2008	2 742	10 946	264	0	648	9 015	4 756	28 371
Affectation-Distribution			10			2 325	- 4 756	- 2 421
Augmentation de capital								
Résultat 2008							2 606	2 606
Au 31 décembre 2008	2 742	10 946	274	0	648	11 340	2 606	28 556

Aucune option de souscription n'a été levée au cours de l'exercice. Au 31 décembre 2008, le solde des options attribuées antérieurement et pouvant être levées est de 8 000 options de souscription et 87 275 options d'achat.

Note 6.– Provisions réglementées.

Poste	Au 31/12/2007	Dotations	Reprises	Au 31/12/2008
Amortissements dérogatoires	187	79	13	253

Note 7.–Provisions pour risques et charges.

Libellé	Au 31/12/2007	Dotations	Reprises		Au 31/12/2008
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques de change	-				-
Provisions pour « Médailles du travail »	28	4	3		29
Provisions pour risque		209			209
Provisions pour moins – valeur latente	615		276	339	-
Montant des provisions	643	213	279	339	238

Au 31 décembre 2007, il avait été constaté d'une part, une provision de 339 K€ pour une moins- valeur latente liée à un écart défavorable constaté à la clôture entre la valeur d'achat d'actions par les salariés détenant des options et la valeur à laquelle la société peut les acquérir et d'autre part, une provision de 255 K€ résultant de la cession du site de Saint-Herblain. Ces provisions devenues sans objet en 2008, ont été reprises.

Note 8.–Informations sur les dettes.

Toutes les dettes sont libellées en Euros.

Libellé	Montant	A moins d'un an	D'un an et moins 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit	22 486	4 559	14 316	3 611
Dont concours bancaires courants et intérêts courus	2 972	2 972		
Autres dettes financières				
Compte courants des filiales				
Dettes d'exploitation				
Fournisseurs et comptes rattachés	913	913		
Dettes fiscales et sociales	1 267	1 267		
Autres dettes d'exploitation	50	50		
Dettes sur immobilisations	191	191		
Total des dettes	24 907	6 980	14 316	3 611

Engagements sur les emprunts et dettes financières moyen terme :

Certains emprunts sont assortis de « covenants », permettant à nos partenaires financiers de renégocier leur engagement. Les ratios ci-dessous sont calculés annuellement au 31 décembre. Au 31 décembre 2008, la société respecte les covenants ci-dessous.

Capital restant dû fin 2008 (en K€)	Ratios à respecter
431	Dettes financières conso / Fonds propres < 1,2, dettes financières / CAF < 3,5
3 300	Dettes financières conso à + 1an / Fonds propres conso < 1, sinon majoration du taux 0,15
5 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3, dettes financières < 4
4 000	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3, dettes financières < 4
2 570	Dettes financières conso / Fonds propres conso < 1,3, dettes financières < 4
2 500	Dettes financières conso à + 1an / Situation nette comptable < 1 ; dettes financières à +1an / CAF < 3,5 jusqu'au premier amortissement puis 3
17 801	Total des emprunts assortis de covenants

Instruments financiers et couverture de taux d'intérêt :

La société utilise des instruments financiers pour gérer et limiter l'exposition aux risques de taux qui découle de son endettement. Elle est engagée, au 31 décembre 2008, dans les opérations suivantes :

Nature	Conditions (Tipiak paye du fixe)	Date départ	Date échéance
Swap	2 571 K€ Swap Euribor 3M contre 2,91%	15 juillet 2006	15 janvier 2010
Swap	5 175 K€ Swap Euribor R 3M contre 2,86%	30 mai 2006	28 février 2010
Swap	4 500 K€ Swap Euribor 3M contre 2,93%	30 juin 2006	30 décembre 2009
Tunnel	SWAP Euribor 6M pré contre post, Tunnel entourant l'Euribor 6M post, montant par semestre : 6 500 K€, 7 500 K€, 11 500 K€, 12 000 K€, puis 12 500 K€ et 13 000K€. Cap : 4,30% ; Floor ; 2.56%	30 mars 2007	30 mars 2010
Swap	9 000 K€ Swap Euribor 3M contre 3,84%	30 mars 2010	30 mars 2015
Tunnel	9 000 K€ 3,7%<taux<4.29%	30 mars 2010	30 mars 2013
Tunnel	12 000 K€ 3%<taux<3.98%	30 juin 2008	30 mars 2010
Swap	5 000 K€ Euribor 3M contre 4,02%	1 avril 2009	1 avril 2013

Note 9.- Écarts de conversion.

Les charges et produits en devises sont enregistrés à un cours mensuel de conversion. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours du 31 décembre 2008. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ».

Note 10.- Charges à payer.

Libellé	2008	2007
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	112	89
Factures à recevoir des fournisseurs	118	169
Dettes sociales à payer	412	397
Dettes fiscales à payer	334	258
Total des charges à payer	976	913

Note 11.- Chiffre d'affaires.

Libellé	2008	2007
Prestations de services et produits annexes	10 318	9 058
Chiffre d'affaires net	10 318	9 058
Dont à l'exportation	49	54

La société a une activité de prestataire de services pour le compte de ses filiales.

Note 12.- Reprise des amortissements, provisions et transferts de charges.

Libellé	2008	2007
Reprise de provisions sur créances clients	0	0
Reprise de provisions pour risques	3	2
Transferts de charges	663	688
Dont transfert de charges de personnel	-	-
Total	666	690

Les transferts de charges sont principalement à destination des filiales.

Note 13.- Autres achats et charges externes.

Les charges externes correspondent principalement aux charges de crédits-bails immobiliers, réparations, locations, honoraires et autres services externes rendus nécessaires par la gestion des actifs immobiliers (bâtiments industriels loués aux filiales) ou encourus dans le cadre de la réalisation des prestations de services rendues aux sociétés du Groupe.

Note 14.– Personnel.

14.1. Rémunérations des organes de Direction et d'administration.– Le montant des jetons de présence comptabilisé dans les comptes s'élève à 180 K€ et figure dans les « Autres charges d'exploitation ».

14.2. Charges de personnel.– Conformément aux dispositions du contrat d'intéressement signé avec le personnel, il a été comptabilisé une prime d'intéressement de 51,9 K€.

14.3. Effectifs au 31 décembre :

Statut du personnel salarié	2008	2007
Cadres	12	10
Agents de maîtrise et techniciens	11	9
Employés	17	16
Total de l'effectif	40	35
Dont contrats à durée déterminée	3	3

Note 15.– Résultat financier.

15.1. Produits financiers de participation.– Les produits de participation, d'un montant de 1 314 K€ correspondent, essentiellement, aux dividendes perçus des participations (note 1.6). Ils s'élevaient, en 2007, à 1 211 K€.

15.2. Intérêts et charges assimilées.– La rubrique « Intérêts et charges assimilées » s'analyse en intérêts sur les dettes financières à moyen terme pour 698 K€, en intérêts sur concours bancaires pour 144 K€ et en charge nette sur cession de valeur mobilière de placement pour 13 K€.

Les avances aux filiales sont rémunérées et génèrent un produit de 529 K€ (389 K€ en 2007).

15.3. Résultat de change.– Le résultat net des écarts de change (hors reprise de provisions pour écarts de change) de l'exercice s'élève à - 51 K€.

15.4. Dotations et reprises financières aux amortissements et provisions.– La variation s'analyse en une dotation de 1 675 K€ sur des valeurs mobilières de placement, principalement sur les actions propres (cf note 3).

Note 16.- Résultat exceptionnel.

La société comptabilise, en charges et produits exceptionnels, tout élément extraordinaire consécutif à des événements ou opérations distincts des activités ordinaires de l'entreprise qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Libellé	Montant
Reprises sur provisions réglementées	13
Reprises sur autres provisions	594
Autres produits exceptionnels de gestion	23
Total produits exceptionnels	630
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	28
Valeurs nettes comptables des immobilisations sorties	264
Dotations aux provisions pour risques et charges	209
Dotations aux amortissements dérogatoires	79
Total charges exceptionnelles	580

Note 17.- Impôts sur les bénéfices.

17.1. Régime fiscal.– Le résultat fiscal de la société Tipiak SA est calculé selon le régime de l'intégration fiscale. Entrent dans ce régime, Tipiak SA, et les filiales suivantes : Tipiak Plats Cuisinés Surgelés, Tipiak Épicerie, Tipiak Traiteur Pâtissier et Tipiak Panification.

Chaque société filiale supporte la charge d'impôt correspondant à son résultat fiscal. La société Tipiak SA comptabilise l'économie d'impôt correspondant à un éventuel déficit fiscal.

Compte tenu de la convention d'intégration fiscale, la société bénéficie sur l'exercice 2008 d'un crédit d'impôt de 131 K€ sur deux de ses filiales. Elle le restituera à sa filiale dès l'atteinte d'un résultat imposable de celle-ci.

17.2. Situation fiscale latente intégrée.– Les décalages temporaires existant entre l'assiette de l'impôt sur les bénéfices et certains produits et charges comptabilisés sur l'exercice ou sur des exercices précédents, occasionneraient une diminution de la dette future d'impôts de 10 K€ au taux de 33,33%.

Note 18.– Informations complémentaires.

18.1. Entreprises liées :

Postes	au bilan	concernant les entreprises liées
Participations brutes	31 749	31 749
Clients	2 673	2 589
Autres créances	15 535	15 174
Fournisseurs et dettes	913	85

Les « autres créances » à l'égard des entreprises liées sont essentiellement constituées des avances en comptes - courants entre la société et ses filiales.

18.2. Engagements :

- Engagements assortis de sûretés réelles données en garantie d'emprunts : Néant.
- Indemnités de départs en retraite : Les droits au 31 décembre 2008 sont estimés, après évaluation externe, pour l'ensemble des salariés, à 497 K€, charges sociales comprises. Ces indemnités n'ont pas fait l'objet de provision dans les comptes.
- Engagements donnés : La société donne sa caution dans le cadre de l'activité commerciale de ses filiales. Elle est ainsi engagée à hauteur de 106 K€. La caution pour la location de bureaux s'élève quant à elle à 127 K€.

Par ailleurs, elle a apporté sa caution à hauteur de 811 K€ dans le cadre d'un crédit bail contracté par sa filiale Tipiak Traiteur-Pâtissier. Conformément au contrat, la société s'engage à garantir le paiement des loyers par le nantissement des éléments incorporels résultant de ce contrat.

18.3. Convention de trésorerie :

La société est liée par une convention de trésorerie avec ses filiales; cette convention détermine le rôle centralisateur joué par la société Tipiak SA dans la gestion des financements.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Tipiak S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables :

La note 1.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux participations et aux autres titres de créances immobilisées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 6 avril 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Franck Noël
Associé

La Roche-sur-Yon, le 6 avril 2009

Atlantique Révision Conseil - A.R.C.

Jacques Delpech
Associé

**RAPPORT SPÉCIAL SUR LES OPÉRATIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS
EN VERTU DES DISPOSITIONS
DES ARTICLES L.225-177 A L. 225-186 DU CODE DE COMMERCE**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-186 dudit Code relatifs aux options d'achat et de souscription d'actions.

Nous vous rendons compte des options qui ont été consenties à chacun des mandataires sociaux de la société TIPIAK et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'articles L. 225-180 du Code de Commerce, à raison des mandats et fonctions qu'ils exercent dans ces sociétés, ainsi que des options qui ont été levées par ces mandataires sociaux, durant l'année écoulée :

1 - Options consenties (Conseil d'administration du 3 octobre 2008)

Bénéficiaire	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix en €	Date d'échéance	Société concernée	Fonction exercée
H. GROUÈS	8 000	Achat	65,97	09/10/2018	TIPIAK	PDG Tipiak
A.I. HENNEQUIN	1 500	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Présidente Tipiak PCS et Tipiak Traiteur- Pâtissier
J. FORT	1 100	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Président Tipiak Epicerie et Tipiak Panification

2 - Options levées

Bénéficiaire	Nombre d'options levées	Achat ou souscription	Prix	Date de levée de l'option	Société concernée	Fonction exercée
J. FORT	150	Achat	57,17 €	27/03/2008	TIPIAK	Président Tipiak Epicerie et Tipiak Panification
	25		59 €			
H. GROUÈS	8 000	Achat	52,36 €	04/04/2008	TIPIAK	PDG Tipiak
A.I. HENNEQUIN	600	Achat	59 €	08/04/2008	TIPIAK	Présidente Tipiak PCS et Tipiak Traiteur- Pâtissier

Nous vous rendons compte également des options qui ont été consenties et levées par chacun des dix salariés non mandataires sociaux de la société TIPIAK et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'articles L. 225-180 du Code de Commerce, dont le nombre d'options ainsi consenties et le nombre d'actions ainsi achetées ont été les plus élevés :

1- Options consenties (Conseil d'administration du 3 octobre 2008) :

Bénéficiaire	Nombre d'options consenties	Achat ou Souscription	Prix en €	Date d'échéance	Société concernée	Fonction exercée
G. SICARD	1 200	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur Administratif & Financier Tipiak
J.M. LEMAITRE	500	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur Opérationnel (co-dg) Tipiak Traiteur-Pâtissier
J.L. BOULVERT	400	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur Commercial (co-dg) Tipiak Traiteur Pâtissier
E. HOUEL	400	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur des Opérations (co-dg) Tipiak PCS
P. JAMES	400	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur Produits (co-dg) Tipiak Traiteur-Pâtissier
C. LATRILLE	400	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur Produits (co-dg) Tipiak PCS
G. CHAUSSEPIED	300	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Resp. Marketing Tipiak Epicerie
X. DELEVALLEE	300	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur Commercial Tipiak Epicerie
E. GEAY	300	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur Opérationnel Tipiak Panification
I. HUIBAN	300	Achat	65,97	03/10/2018	TIPIAK	Directeur R & D, Qualité, Achats Tipiak Epicerie

2- Options levées :

Bénéficiaire	Nombre d'options levées	Achat ou souscription	Prix	Date de levée d'option	Société concernée	Fonction exercée
G. SICARD	350	Achat	375 Fr (57,17 €)	04/04/2008	TIPIAK	Directeur Administratif & Financier
L. CHERY	300	Achat	375 Fr (57,17 €)	08/09/2008	TIPIAK	Directeur Tipiak Inc. (USA)

Le Conseil d'administration, le 20 mars 2009